

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4558

[2008/204572]

6 NOVEMBRE 2008. — Décret-cadre portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127, § 1^{er} et 128, § 1^{er}, de celle-ci.

CHAPITRE 1^{er}. — *Des mesures transversales applicables aux organismes consultatifs, d'agrément ou assimilés*

Art. 2. § 1^{er}. Les dispositions contenues dans le présent chapitre sont applicables :

1^o aux organismes visés par les intitulés des sections du chapitre II qui suivent :

- Commission EFT-OISP, dans le cadre du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail;

- Commission chèques dans le cadre du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises;

- Commission P.M.T.I.C dans le cadre du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication;

- Commission formation agricole dans le cadre du décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture;

- Commission consultative dans le cadre du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

- Commission de recours dans le cadre du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle;

- Conseil wallon de l'action sociale et de la santé;

- Commission wallonne de la santé;

- Commission wallonne de la famille;

- Commission wallonne de l'action sociale;

- Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère;

- Commission wallonne des personnes handicapées;

- Commission wallonne des aînés;

- Commission d'avis sur les recours en matière d'action sociale et de la santé;

2^o aux organismes consultatifs qui suivent :

- Commission consultative d'agrément en matière de placement;

- Commission consultative formation en alternance;

- Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes.

Art. 3. § 1^{er}. Les règles suivantes sont applicables aux organismes visés à l'article 2 :

1^o pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant. Lorsque le membre est, en vertu des dispositions qui régissent le fonctionnement et l'organisation de l'organisme, désigné en raison d'une fonction spécifique qu'il assume ou d'un titre qu'il porte, il peut être dérogé à cette règle;

2^o un membre suppléant ne peut siéger qu'en l'absence du membre effectif qu'il remplace;

3^o les membres suppléants disposent des mêmes documents afférents aux réunions de l'organisme que les membres effectifs. Ces documents sont transmis aux membres suppléants concomitamment à leur transmission aux membres effectifs;

4^o un membre ne peut siéger avec voix délibérative en tant que représentant du Gouvernement;

5^o les membres du Gouvernement, ou leurs délégués, peuvent assister avec voix consultative aux réunions lorsqu'une question relevant de leur compétence est soumise à l'avis des organismes;

6^o lorsque le mandat d'un membre prend fin avant le terme fixé, le remplaçant achève la durée du mandat restant à courir;

7^o le renouvellement du mandat des membres au sein de l'organisme se fait intégralement;

8^o la durée du mandat des membres est fixée à cinq ans;

9^o nul ne peut être désigné comme membre s'il est membre de la Chambre des représentants, du Sénat, du Parlement européen ou d'un des parlements régionaux et communautaires. Cette règle n'est pas applicable aux personnes qui sont désignées au sein de l'organisme en raison de leur qualité d'élu ou de représentant des pouvoirs locaux lorsque cette qualité est expressément prévue par les dispositions qui régissent le fonctionnement et l'organisation de l'organisme;

10^o l'organisme donne son avis dans les trente-cinq jours, à partir de la date de réception du dossier de demande d'avis complet. Ce délai peut être ramené à dix jours ou, si la demande est particulièrement importante ou complexe, être prolongé par le Gouvernement. A défaut d'avis dans le délai imparti, il est passé outre;

11^o il est interdit à tout membre de délibérer sur des objets pour lesquels il a un intérêt direct ou indirect, patrimonial ou personnel. N'est pas considéré comme intérêt personnel ou indirect le fait de représenter les intérêts de l'entité qui a proposé ou désigné le membre au sein de l'organisme;

12° nul ne peut être désigné comme membre s'il a été condamné ou est membre d'un organisme ou d'une association qui a été condamnée, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, pour non respect des principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

Cette interdiction cesse dix années après la décision de justice précitée, s'il peut être établi que la personne ou l'association a publiquement renoncé à son hostilité vis-à-vis des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa qui précède.

Elle cesse un an après la décision de justice précitée, si la personne a démissionné de l'association en raison de et immédiatement après la condamnation de cette dernière pour non-respect des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa qui précède;

13° outre ce qui est prévu par les dispositions qui régissent le fonctionnement et l'organisation de l'organisme, est réputé démissionnaire, sur décision de l'organisme, le membre :

- qui a été absent de manière non justifiée à plus de trois réunions consécutives auxquelles il a été régulièrement convoqué;

- qui a été absent sans raison médicale à plus de la moitié des réunions tenues au cours des douze derniers mois auxquelles il a été régulièrement convoqué;

- qui ne respecte pas le caractère confidentiel des délibérations ou des documents, lorsqu'un tel caractère confidentiel est reconnu conformément aux dispositions de nature légale ou réglementaire, en ce compris celles qui résultent du règlement d'ordre intérieur;

- qui marque une hostilité ou est membre d'un organisme ou d'une association qui marque une hostilité vis-à-vis des principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale;

14° à défaut d'autres règles prévues expressément dans les dispositions qui régissent le fonctionnement et l'organisation de l'organisme :

- le quorum de présence est fixé à la moitié des membres;

- le quorum de vote est fixé à la majorité des membres présents;

15° lorsque le quorum de présence n'est pas rencontré, une nouvelle réunion peut être convoquée, sous un bref délai, et au moins 24 heures après la réunion où le quorum n'a pu être atteint, afin de délibérer sur le même ordre du jour. En cas d'urgence dûment motivée, ce délai peut être réduit. Lors d'une reconvoque, il peut être délibéré valablement quel que soit le nombre des présents;

16° les membres bénéficient en matière de frais de déplacement des indemnités prévues pour les agents des services du Gouvernement en vertu du Code de la Fonction publique;

17° en cas d'urgence ou dans des circonstances spécialement motivées, l'avis de l'organisme peut être remis selon une procédure écrite entre les membres;

18° par organisme ou pour un ensemble d'organismes, un rapport d'activités annuel, consultable sur un site internet, est réalisé et transmis conjointement au Gouvernement et au Parlement wallons au plus tard pour la fin du mois de septembre de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte;

19° chaque organisme élabore un règlement d'ordre intérieur et le soumet, de même que ses éventuelles modifications ultérieures, à l'approbation du Gouvernement. Le règlement d'ordre intérieur traite notamment des points suivants, sauf si ces points font l'objet de dispositions légales ou réglementaires spécifiques :

- le nombre minimal de réunions annuelles;

- l'obligation de rédiger un procès-verbal des débats tenus au cours de chaque réunion;

- le mode de transmission des documents aux membres effectifs et suppléants;

- la procédure de convocation de réunions;

- les conditions de recours ainsi que les modalités de mise en œuvre de la procédure écrite de remise d'avis en cas d'urgence ou dans des circonstances spécialement motivées;

- le cas échéant, les règles à respecter dans le cadre de l'élaboration du budget de l'organisme;

- les conditions et situations dans lesquelles la confidentialité des délibérations ou des documents peut être appliquée;

- le cas échéant, le siège et le lieu des réunions de l'organisme;

- les modalités de consultation du rapport annuel;

- le caractère public ou non des réunions de l'organisme;

20° dans l'exercice de leurs missions, les organismes peuvent faire appel à des experts extérieurs.

§ 2. Les dispositions légales, réglementaires ou statutaires antérieures à l'entrée en vigueur du présent décret qui régissent le fonctionnement et l'organisation des organismes visés à l'article 2 et qui ne respectent pas les règles posées au paragraphe 1^{er} du présent article sont abrogées.

CHAPITRE II. — *De diverses dispositions décret les assurant la transposition des mesures transversales visées au chapitre I^{er} et assurant une rationalisation de la fonction consultative*

SOUS-CHAPITRE I^{er}. — Des organismes en matière d'emploi et de formation

Section 1^{re} — Dispositions communes aux organismes visés dans les intitulés des sections 2 à 8

Art. 4. Outre les règles posées à l'article 3, la nomination des membres des différents organismes visés dans les intitulés des sections 2 à 8 intervient dans le respect des conditions suivantes :

- 1° les membres sont nommés par le Gouvernement;
- 2° le Gouvernement désigne, parmi les membres, les président et le ou les vice-présidents de chaque organe consultatif;
- 3° la nomination des membres suppléants s'effectue de la même manière que celle prévue pour les membres effectifs.

Art. 5. Les organismes visés dans les intitulés des sections 2 à 8 sont convoqués par leurs présidents respectifs ou, lorsqu'ils sont empêchés, par le vice-président.

Art. 6. A la demande d'un tiers des membres ou chaque fois que le Conseil économique et social de la Région wallonne le juge nécessaire, les organismes visés dans les intitulés des sections 2 à 6 sont convoqués par leur président.

Art. 7. Le règlement d'ordre intérieur fixe au minimum, en complément de ce qui est prévu à l'article 3, § 1^{er}, 20° :

- 1° la méthodologie de travail que l'organisme entend suivre;
- 2° le nombre minimal de réunions annuelles, celui-ci ne pouvant être inférieur à une par trimestre, sauf pour ce qui concerne les organismes qui ne se prononcent pas sur des demandes de subventions;
- 3° l'obligation de rédiger un procès-verbal des débats tenus au cours de chaque réunion;
- 4° le fait que l'avis rendu l'est au nom de l'organisme et sans indications nominatives;
- 5° des règles de déontologie comprenant des dispositions relatives aux conflits d'intérêts.

Art. 8. Le secrétariat des organismes visés dans les intitulés des sections 2 à 6 est assuré par le Conseil économique et social de la Région wallonne avec lequel l'Administration collabore.

Art. 9. § 1^{er}. Lorsque les organismes visés dans les intitulés des sections 2 à 8 sont tenus de délivrer un avis, celui-ci est transmis au Gouvernement ainsi qu'au Conseil économique et social de la Région wallonne pour information par le président de l'organe concerné, ou son remplaçant.

§ 2. Chaque organisme visé au paragraphe 1^{er} peut, dans le cadre de ses missions, rendre des avis d'initiative qu'il transmet au Conseil économique et social de la Région wallonne.

Art. 10. § 1^{er}. Un organe consultatif visé dans les intitulés des sections 2 à 8 ne peut délibérer valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente.

Si le quorum de présence n'est pas atteint, l'organe consultatif est convoqué une seconde fois dans un délai ne dépassant pas dix jours, sauf pour les procédures d'urgence dûment motivée où le délai ne peut dépasser cinq jours.

À cette nouvelle réunion, l'organe consultatif peut délibérer valablement sur les mêmes points que ceux inscrits à l'ordre du jour de la première réunion, quel que soit le nombre de membres présents.

§ 2. Les décisions se prennent à la majorité des voix.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante sauf lorsqu'il a voix consultative.

Art. 11. Chaque organisme visé dans les intitulés des sections 2 à 8 a l'obligation de motiver son avis.

L'extrait de l'avis de l'organe consultatif concernant le demandeur d'un contrat-programme, d'une convention, d'une subvention particulière ou pluriannuelle, d'une bourse, d'une reconnaissance, d'un classement ou d'un agrément, est joint à la décision que notifie le Gouvernement au demandeur.

Art. 12. Le Gouvernement détermine la nature et le montant des émoluments des membres.

Art. 13. Chaque organisme visé dans les intitulés des sections 2 à 6 transmet son rapport d'activités annuel au Conseil économique et social de la Région wallonne.

Ce rapport d'activités comprend au moins :

- 1° la mention du nombre de dossiers qui lui ont été soumis;
- 2° le nombre d'avis rendus.

Section 2 — Modifications du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail concernant la Commission EFT - OISP.

Art. 14. Un article 1^{er}*bis*, rédigé comme suit est inséré dans le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail :

"Art. 1^{er}*bis*. Au sens du présent décret, on entend par "Administration", la Direction de la Formation professionnelle du Département Emploi et Formation professionnelle de la Direction générale Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie."

Art. 15. A l'article 5, alinéa 2, du même décret, les mots "moyennant accord préalable de la Commission visée à l'article 13," sont supprimés.

Art. 16. A l'article 6 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 2, 2°, les mots "du médecin-conseil de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité" sont remplacés par "de toute instance habilitée à délivrer ce type d'attestation".

2° au § 1^{er}, alinéa 3, les mots "Sur avis préalable de la Commission visée à l'article 13," sont supprimés.

3° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots "Sur avis préalable de la Commission visée à l'article 13" sont supprimés.

Art. 17. A l'article 8 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, première phrase, remplacer les mots "Après avis de la Commission visée à l'article 13" par les mots "Après avis du comité subrégional de l'emploi et de la formation territorialement compétent";

2° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7°, les mots "ou heures assimilables" sont insérés entre les mots "formation" et "et".

3° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le point 13° est supprimé.

Art. 18. Dans l'article 9, alinéa 1^{er}, première phrase, du même décret, les mots "Après avis de la Commission visée à l'article 13" sont supprimés et remplacés par les mots "après avis du comité subrégional de l'emploi et de la formation territorialement compétent".

Art. 19. Aux alinéas 1^{er} et 3, de l'article 10, du même décret, les mots "après avis de la Commission visée à l'article 13" sont supprimés.

Dans l'alinéa 2, de l'article 10, du même décret, les mots "la Commission visée à l'article 13" sont remplacés par les mots "l'Administration".

Art. 20. Dans l'article 12 du même décret, les mots "après avis de la Commission visée à l'article 13" sont supprimés.

Art. 21. L'intitulé du chapitre III du même décret est remplacé par l'intitulé suivant :

"CHAPITRE III. — De la Commission EFT-OISP".

Art. 22. L'article 13 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 13. § 1^{er}. Il est créé une Commission EFT-OISP, ci-après dénommée la Commission, qui est chargée :

1° de remettre au Gouvernement à la demande de l'Administration une proposition concernant l'octroi, le renouvellement ou le refus d'agrément lorsque celle-ci estime qu'un ou plusieurs critères d'agrément fixés par ou en vertu du présent décret ne sont pas remplis;

2° de remettre un avis sur la prolongation des stages au Gouvernement;

3° de se réunir à la demande d'un des membres qui aurait pris connaissance de faits qui relèvent des infractions ou des manquements aux dispositions du décret, d'analyser la situation et d'informer le Gouvernement et l'Administration des faits de la cause.

§ 2. L'Administration est chargée :

1° d'assurer les missions relatives à la fonction de gestion des dossiers;

2° de remettre au Gouvernement une proposition motivée concernant l'attribution, le renouvellement ou le refus de l'agrément, en appliquant, sans pouvoir les interpréter, les critères fixés précisément à cette fin :

3° dans tous les cas où les critères fixés en vue d'octroyer, de renouveler ou de refuser l'agrément ne sont pas rencontrés, de solliciter auprès de la Commission une proposition dans le délai fixé par le Gouvernement avant de transmettre le dossier à celui-ci;

4° de remettre annuellement au Gouvernement un rapport sur l'exécution du présent décret;

5° d'assurer les missions relatives à la fonction de contrôle et de surveillance.

§ 3. Le Conseil économique et social de la Région wallonne est chargé :

1° d'assurer le secrétariat de la Commission;

2° de remettre, d'initiative ou sur demande du Gouvernement, des avis motivés sur l'exécution du décret et sur toutes les questions relatives aux OISP ou EFT.

§ 4. Sont désignés au sein de la Commission :

1° deux représentants effectifs et deux représentants suppléants des organisations représentatives des employeurs;

2° deux représentants effectifs et deux représentants suppléants des organisations représentatives des travailleurs;

3° deux représentants effectifs et deux représentants suppléants du FOREM;

4° un représentant effectif et un représentant suppléant de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

5° un représentant effectif et un représentant suppléant de l'Union des villes, communes et provinces de la Région wallonne, Fédération des C.P.A.S.;

6° un représentant effectif et un représentant suppléant de l'Agence Fonds social européen;

7° un représentant effectif et un représentant suppléant de l'association visée à l'article 19 du présent décret;

8° un représentant effectif et un représentant suppléant de l'Administration.

En outre, sont désignés pour assister avec voix consultative à la Commission :

1° deux membres effectifs et deux membres suppléants représentant les EFT ainsi que deux membres effectifs et deux membres suppléants représentant les OISP;

2° un représentant effectif et un représentant suppléant du ministre ayant la formation dans ses attributions;

3° un représentant effectif et un représentant suppléant du ministre ayant les affaires sociales dans ses attributions;

4° un représentant effectif et un représentant suppléant du ministre ayant l'emploi dans ses attributions;

La Commission se réunit au minimum quatre fois par an, sur convocation de son président."

Art. 23. À l'article 23 du même décret, les mots "et propose un système de phasage pour l'octroi et la liquidation des subventions afin d'amortir les effets des dispositions du présent décret sur la trésorerie des EFT et OISP, à dater de l'entrée en vigueur du présent décret" sont insérés après les mots "du présent décret".

Section 3 — Modifications du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises concernant la Commission chèques

Art. 24. L'article 2 du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises est complété comme suit :

11° "Administration": la Direction de la Formation professionnelle du Département Emploi et Formation professionnelle de la Direction générale Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie".

Art. 25. Un article 24bis rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

"Art. 24bis. § 1^{er}. Il est instauré une Commission chèques, ci-après dénommée la Commission, qui est chargée :

1° dans le cadre du dispositif "chèque-formation", de remettre à la demande de l'Administration une proposition concernant l'octroi, le renouvellement ou le refus d'agrément lorsque celle-ci estime qu'un ou plusieurs critères d'agrément fixés par ou en vertu du présent décret ne sont pas remplis;

2° de se réunir à la demande d'un de ses membres qui aurait pris connaissance de faits qui relèvent des infractions ou des manquements aux dispositions du décret, d'analyser la situation et d'informer le Gouvernement et l'Administration des faits de la cause;

3° dans le cadre de la formation à distance, de proposer au Gouvernement pour chaque domaine de formation faisant l'objet d'une demande d'agrément, un nombre forfaitaire d'heures susceptible d'être financé par le chèque formation;

4° de remettre un avis, en matière de chèques-crédit, sur l'octroi, le renouvellement, la suspension et le retrait d'agrément de chaque opérateur de formation, selon les critères suivants :

a) le professionnalisme et la qualité des services rendus;

b) la capacité d'analyse de la pertinence des projets;

c) la capacité de réorienter le porteur de projet;

d) l'encadrement;

e) le respect des conditions liées au contrôle du système;

f) le rapport, compte tenu du public cible et de la nature des projets, entre le nombre de chèques utilisés par l'ensemble des porteurs de projets formés par l'opérateur de formation agréé et le nombre de postes de travail créés par ceux-ci durant les cinq années qui suivent le lancement de l'activité;

g) le nombre de faillites intervenues chez les porteurs de projets formés par l'opérateur de formation agréé, compte tenu du public cible et de la nature des projets, durant les cinq années qui suivent le lancement de l'activité.

Les critères visés aux points e) à g) ne valent que pour l'avis relatif au renouvellement, à la suspension et au retrait d'agrément.

Le Gouvernement peut préciser, sur proposition de la Commission, les critères visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. L'Administration est chargée :

1° dans le cadre du dispositif "chèque-formation", de remettre au Gouvernement une proposition motivée concernant l'octroi, le renouvellement ou le refus de l'agrément, conformément aux critères du présent décret;

2° dans tous les cas où les critères fixés en vue d'octroyer, de renouveler ou de refuser l'agrément ne sont pas rencontrés, de solliciter auprès de la Commission une proposition dans le délai fixé par le Gouvernement avant de transmettre le dossier à celui-ci;

3° d'assurer le suivi du processus de désignation des certificateurs et la bonne exécution de leur mission, en prévoyant au moins une réunion semestrielle avec ceux-ci et ce, dans le but d'une conduite uniforme et équitable par ceux-ci de l'audit en demandant le cas échéant l'avis de la Commission;

4° d'assurer les missions relatives à la fonction de contrôle et de surveillance.

§ 3. Le Conseil économique et social de la Région wallonne est chargé :

1° d'assurer le secrétariat de la Commission;

2° de remettre, d'initiative ou sur demande du Gouvernement, des avis motivés sur toutes questions relatives aux chèques.

§ 4. Dans le cadre du dispositif "chèque-formation", le FOREm est chargé d'assurer les missions relatives à la fonction de gestion des dossiers des entreprises et des opérateurs.

Dans le cadre du dispositif "chèque-formation" à la création d'entreprise, la Direction générale Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie est chargée d'assurer les missions relatives à la gestion des dossiers des opérateurs et des bénéficiaires.

§ 5. Sont désignés au sein de la Commission :

1° deux représentants effectifs et deux représentants suppléants des organisations représentatives des travailleurs;

2° deux représentants effectifs et deux représentants suppléants des organisations représentatives des employeurs;

3° un représentant effectif et un représentant suppléant du FOREm;

4° un représentant effectif et un représentant suppléant de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique;

5° un représentant effectif et un représentant suppléant de l'Administration;

6° un expert réputé pour sa connaissance de la formation professionnelle, en particulier dans les entreprises.

En outre, sont désignés pour assister avec voix consultative à la Commission un représentant effectif et un représentant suppléant du ministre ayant la formation dans ses attributions

Les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, sont désignés sur liste double de candidats présentée par le Conseil économique et social de la Région wallonne. "

Section 4. — Modifications du décret du 19 décembre 2002 relatif aux chèques-formation à la création d'entreprise

Art. 26. L'article 8 du décret du 19 décembre 2002 relatif aux chèques-formation à la création d'entreprise est abrogé.

Art. 27. Dans l'article 9, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots "après avis de la commission visée à l'article 8" sont remplacés par "après avis de la commission visée à l'article 24bis du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises".

Section 5. — Modifications du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication concernant la Commission P.M.T.I.C.

Art. 28. L'article 2 du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication est complété comme suit :

"3° "Administration": la Direction de la Formation professionnelle du Département Emploi et Formation professionnelle de la Direction générale Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie".

Art. 29. Dans l'article 5, 1^{er}, du même décret, les mots "après avis du comité de suivi" sont supprimés.

Art. 30. L'intitulé de la section 3 du même décret est remplacé par l'intitulé suivant :

"Section 3. — De la Commission P.M.T.I.C."

Art. 31. L'article 7 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 7. § 1^{er}. Le Gouvernement institue une Commission P.M.T.I.C. qui est chargée :

1° de superviser le bon fonctionnement des actions entreprises par les opérateurs de formation;

2° d'assurer annuellement une répartition des heures de formation entre les opérateurs, les quotas d'heures attribués pouvant être attribués en cours d'année;

3° de proposer au Gouvernement la suspension ou le retrait de l'agrément si les conditions ne sont plus rencontrées;

4° de remettre au Gouvernement à la demande de l'Administration une proposition concernant l'octroi, le renouvellement ou le refus d'agrément lorsque celle-ci estime qu'un ou plusieurs critères d'agrément fixés par ou en vertu du présent décret ne sont pas remplis;

5° de se réunir à la demande d'un de ses membres qui aurait pris connaissance de faits qui relèvent des infractions ou des manquements aux dispositions du décret, d'analyser la situation et d'informer le Gouvernement et l'Administration des faits de la cause;

6° d'évaluer annuellement l'impact des modules de formation, sur la base d'un rapport d'activités établi annuellement et au plus tard le 1^{er} novembre par chaque opérateur agréé.

§ 2. Le Conseil économique et social de la Région wallonne est chargé :

1° d'assurer le secrétariat de la Commission P.M.T.I.C.;

2° de remettre, d'initiative ou sur demande du Gouvernement, des avis motivés sur l'exécution du décret et sur des questions relatives aux P.M.T.I.C.'.

§ 3. L'Administration est chargée :

1° d'assurer les missions relatives à la fonction de gestion des dossiers;

2° de remettre au Gouvernement une proposition motivée concernant l'octroi, le renouvellement ou le refus de l'agrément, en appliquant, sans pouvoir les interpréter les critères fixés par ou en vertu du présent décret;

3° dans tous les cas où les critères fixés en vue d'octroyer, de renouveler ou de refuser l'agrément ne sont pas rencontrés, de solliciter auprès de la Commission P.M.T.I.C. une proposition dans le délai fixé par le Gouvernement avant de transmettre le dossier à celui-ci;

4° d'assurer les missions relatives à la fonction de contrôle et de surveillance."

Art. 32. Dans l'article 11, 1^{er}, du même décret, les mots "au comité de suivi" sont remplacés par les mots "à la Commission P.M.T.I.C."

Section 6. — Modifications du décret du 12 juillet 2001

relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture concernant la Commission formation agricole

Art. 33. § 1^{er}. Un article 1^{er}*bis*, rédigé comme suit est inséré dans le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture :

"Art. 1^{er}*bis*. Au sens du présent décret, on entend par "Administration", la Direction de la Formation professionnelle du Département Emploi et Formation professionnelle de la Direction générale Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie".

§ 2. L'article 8 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 8. § 1^{er}. Il est institué une commission, dénommée Commission formation agricole, qui est chargée :

1° de remettre au Gouvernement à la demande de l'Administration une proposition concernant l'octroi, le renouvellement ou le refus d'agrément lorsque celle-ci estime qu'un ou plusieurs critères d'agrément fixés par ou en vertu du présent décret ne sont pas remplis;

2° de se réunir à la demande d'un de ses membres qui aurait pris connaissance de faits qui relèvent des infractions ou des manquements aux dispositions du décret, d'analyser la situation et d'informer le Gouvernement et l'Administration des faits de la cause;

3° d'élaborer pour le Gouvernement des lignes prospectives en matière de formation pour les agriculteurs.

§ 2. L'Administration est chargée :

1° d'assurer les missions relatives à la fonction de gestion des dossiers;

2° de remettre au Gouvernement une proposition motivée concernant l'octroi, le renouvellement ou le refus de l'agrément, en appliquant, sans pouvoir les interpréter, les critères fixés par ou en vertu du présent décret;

3° dans tous les cas où les critères fixés en vue d'octroyer, de renouveler ou de refuser l'agrément ne sont pas rencontrés, de solliciter auprès de la Commission une proposition dans le délai fixé par le Gouvernement avant de transmettre le dossier à celui-ci;

4° de développer la coopération et le partenariat avec les opérateurs de la formation initiale et continuée, entre autres en matière de validation des compétences et d'accompagnement pédagogique;

5° de remettre annuellement au Gouvernement un rapport d'évaluation des programmes et des stages de formation;

6° d'assurer les missions relatives à la fonction de contrôle et de surveillance;

7° de promouvoir l'ensemble de la formation professionnelle en agriculture.

§ 3. Le Conseil économique et social de la Région wallonne est chargé :

1° d'assurer le secrétariat de la Commission;

2° de remettre, d'initiative ou sur demande du Gouvernement, des avis motivés sur des projets ou propositions de décret et sur des projets d'arrêté concernant la formation professionnelle dans l'agriculture.

§ 4. Sont désignés au sein de la Commission :

1° quatre membres et autant de suppléants représentant les associations professionnelles agricoles, dont un représentant des mouvements de jeunesse agricole et une représentante des associations féminines agricoles;

2° un membre et un suppléant représentant l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

3° un membre et un suppléant représentant l'Institut de Formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

4° un membre et un suppléant représentant les services de l'Administration wallonne compétents en matière d'emploi et de formation professionnelle;

5° un membre et un suppléant représentant les services de l'Administration wallonne compétents en matière d'agriculture;

6° un membre et un suppléant représentant les associations d'amateurs;

7° un membre et un suppléant représentant des acteurs des différentes filières impliqués dans le domaine de l'environnement, de la recherche scientifique et de l'agriculture spécifique, désignés par le Gouvernement;

En outre, sont désignés pour assister avec voix consultative à la Commission :

- 1° un membre et un suppléant représentant le Ministre ayant la formation dans ses attributions;
- 2° un membre et un suppléant représentant le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions;
- 3° un membre effectif et un membre suppléant représentant les Ministres ayant l'économie et l'environnement dans leurs attributions, le siège effectif revenant au représentant du Ministre concerné par les points de l'ordre du jour de la Commission;
- 4° un membre et un suppléant représentant le Ministre qui a la santé dans ses attributions."

Section 7. — Modifications du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi concernant la Commission consultative

Art. 34. L'article 34, alinéa 1^{er}, 1°, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi est modifié comme suit :

"1° Sans préjudice de l'article 3, § 1^{er}, 4°, du décret portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, un président et un vice-président qui représentent respectivement le Ministre ayant l'emploi dans ses attributions et le Ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions".

Section 8. — Modifications du décret du 1^{er} avril 2004
relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle concernant la Commission de recours

Art. 35. Dans l'article 12 du décret du 1^{er} avril 2004, relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle, les paragraphes 2, 3 et 4, sont remplacés par les paragraphes suivants :

"§ 2. La Commission est composée de la façon suivante :

1° sans préjudice de l'article 3, § 1^{er}, 4°, du décret portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, un président et un vice-président qui représentent respectivement le Ministre ayant l'emploi dans ses attributions et le Ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions.

2° quatre membres représentant les organisations représentatives de travailleurs et d'employeurs;

3° deux membres représentant l'Office, dans sa fonction de "Régisseur-ensemblier";

4° deux membres représentant les services de l'Administration wallonne en charge de l'économie et de l'emploi.

Le Gouvernement nomme les membres effectifs de la Commission ainsi que leurs suppléants pour une durée de cinq ans.

Les membres visés aux points 1° et 4°, de l'alinéa 1^{er}, du présent paragraphe sont désignés directement par le Gouvernement.

Les membres visés aux points 2° et 3°, du même alinéa, sont désignés par le Gouvernement respectivement sur proposition du comité de gestion de l'Office et sur présentation d'une liste double par le Conseil économique et social de la Région wallonne.

§ 3. La Commission peut entendre le requérant ou son représentant, assisté le cas échéant de son conseil. Elle peut exiger la communication de pièces, renseignements, documents et données complémentaires qu'elle juge utiles".

SOUS-CHAPITRE II. — Organes consultatifs actifs en matière d'action sociale et de la santé,
recours et plaintes en matière d'action sociale et de santé

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 36. Au sens du présent sous-chapitre, on entend par :

1° "Administration" : les services de la Région wallonne compétents dans les matières visées par l'article 5, § 1^{er}, I, 1° et II, 1° à 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

2° "Organisme public" : les organismes d'intérêt public compétents dans les matières visées par l'article 5, § 1^{er}, I, 1° et II, 1° à 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

3° "Avis particulier" : avis rendu par une commission permanente dans le cadre de sa mission d'expertise telle que visée par ou en vertu du présent décret;

4° "Avis général" : avis donné par le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé et avis donné par les commissions permanentes dans le cadre de leur mission générale;

5° "Commission permanente" : les commissions permanentes organisées par la section 3.

Art. 37. § 1^{er}. Il est créé un Conseil wallon de l'action sociale et de la santé.

§ 2. Le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé compte six commissions permanentes :

- la Commission wallonne de la santé;
- la Commission wallonne de la famille;
- la Commission wallonne de l'action sociale;
- la Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère;
- la Commission wallonne des personnes handicapées;
- la Commission wallonne des aînés.

Section 2. — Du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé

Sous-section 1^{re}. — *Des Missions*

Art. 38. La fonction consultative relative aux matières visées par l'article 5, § 1^{er}, I, 1°, et II, 1° à 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles est exercée par le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé selon les modalités déterminées par ou en vertu du présent sous-chapitre.

Dans le cadre de cette fonction, le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé a pour missions :

1° de suivre et de confronter l'état actuel et les développements de la politique d'action sociale et de la santé menée par le Gouvernement wallon avec les besoins de notre société dans ces domaines;

2° d'évaluer, de manière qualitative et quantitative et dans une perspective de satisfaction des bénéficiaires, l'éventail de structures œuvrant sur le plan de la politique d'action sociale et de la santé et de formuler des propositions pour leur développement ultérieur;

- 3° d'assister le Gouvernement de ses avis sur les questions de la politique d'action sociale et de la santé;
- 4° de remettre un rapport global des plaintes qui concernent la politique de l'action sociale et de la santé, et ce sans préjudice de la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient, et, le cas échéant, de formuler des recommandations;
- 5° d'organiser les travaux des commissions visées à la section 3 du présent sous-Chapitre.

Le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé exerce ses missions en partenariat avec les commissions permanentes.

Le Gouvernement spécifie, le cas échéant, les missions énumérées au deuxième alinéa.

Art. 39. § 1^{er}. L'avis du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé peut être sollicité en ce qui concerne les projets de décrets ou d'arrêtés du Gouvernement relatifs aux matières visées par l'article 5, § 1^{er}, I, 1^o, et II, 1^o à 5^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

§ 2. Le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé peut, dans le cadre de ses missions, rendre des avis d'initiative.

Le Conseil prévient le Gouvernement de son intention de rendre un avis d'initiative.

Sous-section 2. — De la composition

Art. 40. § 1^{er}. Le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé est composé de trente membres effectifs et de trente membres suppléants, dont un président et deux vice-présidents. Les membres effectifs émanent des commissions permanentes selon la répartition suivante :

- cinq membres de la Commission wallonne de la santé choisis en son sein, dont le président;
- cinq membres de la Commission wallonne de la famille choisis en son sein, dont le président;
- cinq membres de la Commission wallonne de l'action sociale choisis en son sein, dont le président;
- cinq membres de la Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère choisis en son sein, dont le président;
- cinq membres de la Commission wallonne des personnes handicapées choisis en son sein, dont le président;
- cinq membres de la Commission wallonne des aînés choisis en son sein, dont le président.

Le membre suppléant d'un membre effectif émane de la même commission permanente que ce dernier.

Une représentation minimum, d'au moins six membres, des bénéficiaires des services et institutions ainsi que des organisations représentatives des travailleurs des secteurs est assurée au sein du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé.

§ 2. Participent également aux réunions du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé, avec voix consultative, quatre membres désignés par le Conseil économique et social de la Région wallonne.

Art. 41. § 1^{er}. Le Gouvernement désigne les membres du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé dans les trois mois de l'installation des commissions permanentes, sur la proposition de celles-ci en ce qui concerne les membres du Conseil autres que les présidents des commissions permanentes. Les membres du Conseil sont désignés pour le même terme que celui pour lequel ils sont désignés en qualité de membres de la commission permanente dont ils font partie.

Le Gouvernement désigne, parmi les membres autres que les présidents des commissions permanentes, le président et les vice-présidents du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé.

§ 2. La désignation des membres suppléants s'effectue de la même manière que celle pour les membres effectifs.

§ 3. Un membre effectif ou suppléant est réputé démissionnaire le jour où il cesse d'être membre de la commission permanente qui l'a proposé.

Sous-section 3. — Du fonctionnement

Art. 42. § 1^{er}. Le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé est convoqué par le président ou, lorsqu'il est empêché, par un des vice-présidents.

À la demande d'un tiers des membres, le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé est également convoqué par le président.

§ 2. L'ordre du jour et les documents utiles sont transmis aux membres effectifs et aux membres suppléants.

Art. 43. § 1^{er}. Le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé établit, dans les six mois de sa composition effective, un règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Gouvernement.

§ 2. Des fonctionnaires de l'Administration ou des organismes publics ainsi qu'un représentant du secrétariat du Conseil économique et social de la Région wallonne peuvent assister en qualité d'observateur aux réunions du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé.

Art. 44. Outre les indemnités pour frais de déplacement prévues à l'article 3, § 1^{er}, 17^o, le Gouvernement détermine la nature et le montant des émoluments des membres.

Sous-section 4. — Du bureau

Art. 45. § 1^{er}. Il est créé au sein du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé un bureau qui se compose du président, des vice-présidents du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé, des présidents des commissions permanentes et d'un ou plusieurs membres du secrétariat.

§ 2. Toutes les demandes d'avis émanant du Gouvernement sont adressées au secrétariat.

En ce qui concerne les demandes d'avis généraux, le bureau est chargé d'organiser, de préparer les travaux et d'exécuter les décisions du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé et des commissions permanentes.

En ce qui concerne les demandes d'avis particuliers, le secrétariat les adresse directement au président de la Commission permanente compétente pour traiter le dossier.

§ 3. Le fonctionnement du bureau est réglé par le règlement d'ordre intérieur.

Section 3. — Des commissions permanentes

Sous-section 1^{re} — Des dispositions communes aux commissions permanentes

Art. 46. § 1^{er}. La nomination des membres des différentes commissions permanentes intervient dans le respect des conditions suivantes :

1° les membres des commissions permanentes ont une expérience d'au moins cinq ans dans au moins une des matières relevant de la compétence de la commission permanente au sein de laquelle ils sont nommés ou sont actifs notamment dans des fédérations, associations, institutions ou services œuvrant dans le cadre des matières attribuées à la commission permanente au sein de laquelle ils sont nommés;

2° pour préserver l'équilibre des secteurs représentés au sein d'une commission, les membres sont répartis en fonction des différentes matières traitées au sein de chaque commission permanente;

3° une représentation spécifique des bénéficiaires des services et institutions ainsi que des organisations représentatives des travailleurs des secteurs est assurée au sein de chaque commission en fonction des compétences qui sont attribuées à celle-ci.

Le Gouvernement peut, pour chaque commission permanente, déterminer l'application des critères énumérés à l'alinéa précédent.

§ 2. Les membres sont désignés par le Gouvernement pour un terme de cinq ans sur la base d'un appel à candidatures publié au *Moniteur belge*. Le Gouvernement désigne, parmi ces membres, le président et les vice-présidents de chaque commission permanente.

La désignation des membres suppléants s'effectue de la même manière que celle des membres effectifs.

Sans préjudice des règles prévues à l'article 3, § 1^{er}, 14°, selon une procédure organisée par le règlement d'ordre intérieur de chaque commission permanente, il est mis fin d'office au mandat d'un membre d'une commission permanente lorsque l'intéressé cesse de représenter l'autorité ou l'association qui a proposé sa candidature ou perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné.

Art. 47. Les commissions permanentes sont convoquées par leurs présidents respectifs ou, lorsqu'ils sont empêchés, par un de leurs vice-présidents.

A la demande d'un tiers des membres, les commissions permanentes sont convoquées par leur président respectif.

Art. 48. Le règlement d'ordre intérieur visé élaboré en vertu du présent décret est soumis à l'approbation du Gouvernement, après avis du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé.

Art. 49. Des fonctionnaires de l'Administration ou des organismes publics peuvent assister en qualité d'observateur aux réunions des commissions permanentes.

Art. 50. Les commissions permanentes peuvent créer des groupes de travail pour la préparation d'un avis déterminé.

Ces groupes de travail ont une mission restreinte définie par la commission permanente.

Après accomplissement de sa mission, le groupe de travail est dissout par la commission permanente.

Art. 51. § 1^{er}. Les avis généraux des commissions permanentes sont transmis au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé par le président de la commission permanente, ou, lorsque celui-ci est empêché, par un des vice-présidents.

§ 2. Les avis particuliers des commissions permanentes sont transmis au Gouvernement et, pour information, au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé par le président de la commission permanente, ou, lorsque celui-ci est empêché, par un des vice-présidents, dans les délais prévus par l'article 3, § 1^{er}, 10°.

§ 3. Chaque commission permanente peut, dans le cadre de ses missions, rendre des avis d'initiative qu'elle transmet au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé.

Ce dernier est tenu de rapporter au Gouvernement l'avis d'initiative, éventuellement complété par son propre avis.

Art. 52. Outre les indemnités pour frais de déplacement prévues à l'article 3, § 1^{er}, 17°, le Gouvernement détermine la nature et le montant des émoluments des membres.

Sous-section 2. — *De la Commission wallonne de la santé*

A. Des missions

Art. 53. La Commission wallonne de la santé a, en ce qui concerne les matières visées par l'article 5, § 1^{er}, I, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles :

1° une mission générale, qui consiste à remettre des avis et/ou des rapports au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé en ce qui concerne les missions de ce dernier visées à l'article 38, 1° à 4°, afin d'alimenter sa réflexion dans le cadre de l'exercice de ses missions;

2° une mission d'expertise, qui consiste à remettre, en adéquation par rapport aux orientations générales définies par le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé, un avis technique au Gouvernement dans les matières qu'il détermine.

Sans préjudice de l'alinéa précédent, il s'agit notamment de remettre un avis technique en ce qui concerne l'application du décret du 13 juin 2002 relatif à l'organisation des établissements de soins :

a) sur des projets de normes complémentaires visées à l'article 3 dudit décret;

b) sur toute demande d'inscription dans la programmation émanant des établissements de soins;

c) sur les propositions d'agrément ou d'agrément spécial, de prorogation d'agrément ou d'agrément spécial d'un établissement de soins ainsi que préalablement à toute décision de retrait ou de refus d'agrément ou d'agrément spécial d'un établissement de soins, à l'exception des agréments des établissements et services visant les personnes âgées sur la base de l'article 5, 1^{er} de la loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de dispensation de soins;

d) sur toute demande d'agrément de groupement, d'association ou de fusion d'hôpitaux;

e) avant toute décision d'autorisation d'un appareillage médical;

f) à la demande du Gouvernement, un avis relatif à la subsidiation des infrastructures;

g) à la demande du Gouvernement, un avis sur les propositions d'agrément provisoire ou d'agrément spécial provisoire.

B. De la composition

Art. 54. § 1^{er}. La Commission wallonne de la santé est composée de vingt-cinq membres effectifs, dont un président et deux vice-présidents, tous experts dans au moins une des matières traitées par cette commission.

§ 2. Des groupes de travail *ad hoc* peuvent être créés au sein de la Commission wallonne de la santé pour préparer le travail de cette commission en ce qui concerne sa mission d'expertise.

Le règlement d'ordre intérieur de la Commission wallonne de la santé précise les groupes de travail créés ainsi que leurs modalités de fonctionnement.

La Commission wallonne de la santé crée en tout cas un groupe de travail "établissements de soins".

Sous-section 3. — *De la Commission wallonne de la famille*

A. Des missions

Art. 55. La Commission wallonne de la famille a, en ce qui concerne les matières visées par l'article 5, § 1^{er}, II, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles :

1^o une mission générale, qui consiste à remettre des avis et/ou des rapports au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé en ce qui concerne les missions de ce dernier visées à l'article 38, 1^o à 4^o, afin d'alimenter sa réflexion dans le cadre de l'exercice de ses missions;

2^o une mission d'expertise, qui consiste à remettre, en adéquation par rapport aux orientations générales définies par le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé, un avis technique au Gouvernement dans les matières qu'il détermine.

B. De la composition

Art. 56. La Commission wallonne de la famille est composée de quinze membres effectifs, dont un président et deux vice-présidents, tous experts dans au moins une des matières traitées par cette commission.

Sous-section 4. — *De la Commission wallonne de l'action sociale*

A. Des missions

Art. 57. La Commission wallonne de l'action sociale a, en ce qui concerne les matières visées par l'article 5, § 1^{er}, II, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles :

1^o une mission générale, qui consiste à remettre des avis et/ou des rapports au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé en ce qui concerne les missions de ce dernier visées à l'article 38, 1^o à 4^o, afin d'alimenter sa réflexion dans le cadre de l'exercice de ses missions;

2^o une mission d'expertise, qui consiste à remettre, en adéquation par rapport aux orientations générales définies par le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé, un avis technique au Gouvernement dans les matières qu'il détermine.

B. De la composition

Art. 58. La Commission wallonne de l'action sociale est composée de quinze membres effectifs, dont un président et deux vice-présidents, tous experts dans au moins une des matières traitées par cette commission.

Sous-section 5. — *De la Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère*

A. Des missions

Art. 59. La Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère a, en ce qui concerne les matières visées par l'article 5, § 1^{er}, II, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles :

1^o une mission générale, qui consiste à remettre des avis et/ou des rapports au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé en ce qui concerne les missions de ce dernier visées à l'article 38, 1^o à 4^o, afin d'alimenter sa réflexion dans le cadre de l'exercice de ses missions;

2^o une mission d'expertise, qui consiste à remettre, en adéquation par rapport aux orientations générales définies par le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé, un avis technique au Gouvernement dans les matières qu'il détermine.

B. De la composition

Art. 60. La Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère est composée de quinze membres effectifs, dont un président et deux vice-présidents, tous experts dans au moins une des matières traitées par cette commission.

Sous-section 6. — *De la Commission wallonne des personnes handicapées*

A. Des missions

Art. 61. La Commission wallonne des personnes handicapées a, en ce qui concerne les matières visées par l'article 5, § 1^{er}, II, 4^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles :

1^o une mission générale, qui consiste à remettre des avis et/ou des rapports au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé en ce qui concerne les missions de ce dernier visées à l'article 38, 1^o à 4^o, afin d'alimenter sa réflexion dans le cadre de l'exercice de ses missions;

2^o une mission d'expertise, qui consiste à remettre, en adéquation par rapport aux orientations générales définies par le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé, un avis technique au Gouvernement dans les matières qu'il détermine.

B. De la composition.

Art. 62. La Commission wallonne des personnes handicapées est composée de quinze membres effectifs, dont un président et deux vice-présidents, tous experts dans au moins une des matières traitées par cette commission.

Sous-section 7. — *De la Commission wallonne des aînés*

A. Des missions.

Art. 63. La Commission wallonne des aînés a, en ce qui concerne les matières visées par l'article 5, § 1^{er}, II, 5^o de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles :

1^o une mission générale, qui consiste à remettre des avis et/ou des rapports au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé en ce qui concerne les missions de ce dernier visées à l'article 38, 1^o à 4^o afin d'alimenter sa réflexion dans le cadre de l'exercice de ses missions;

2^o une mission d'expertise, qui consiste à remettre, en adéquation par rapport aux orientations générales définies par le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé, un avis technique au Gouvernement dans les matières qu'il détermine.

Sans préjudice de l'alinéa précédent, il s'agit notamment de remettre un avis technique sur l'application du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge, en ce qui concerne :

1^o le programme des maisons de repos, des résidences-services, des centres d'accueil de jour, et des nouvelles infrastructures en faveur des personnes âgées et son actualisation visé à l'article 4 dudit décret;

2° les accords de principe visés à l'article 4 dudit décret et les agréments des établissements et services visant les personnes âgées sur la base de l'article 5, § 1^{er} de la loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de dispensation de soins;

3° toute décision de refus, retrait ou suspension d'un agrément, préalablement à ces décisions.

B. De la composition

Art. 64. La Commission wallonne des aînés est composée de quinze membres effectifs, dont un président et deux vice-présidents, tous experts dans au moins une des matières traitées par cette commission.

Section 4. — Des recours et de la Commission d'avis sur les recours

Sous-section 1^{re}. — Des recours et des missions de la Commission d'avis sur les recours

Art. 65. § 1^{er}. Sans préjudice de la législation sur les hôpitaux, un recours peut être introduit auprès du Gouvernement contre une décision en matière d'action sociale ou de santé prise et formellement notifiée par le Gouvernement ou une autre instance compétente.

Le recours a un effet suspensif sauf dans les cas suivants :

1° lorsque le Gouvernement décide, dans les matières visées par l'article 5, § 1^{er}, I, 1°, et II, 1° à 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, d'urgence la fermeture d'un établissement ou d'un service si :

- un manquement aux règles fixées par ou en vertu d'un décret porte gravement atteinte aux droits, à la sécurité ou à la santé des hébergés;

- des motifs urgents relatifs à la santé publique ou à la sécurité le justifient;

2° lorsque la décision est justifiée par l'application d'une programmation.

§ 2. Il est créé une Commission d'avis sur les recours pour les questions d'action sociale et de santé.

La Commission d'avis sur les recours a pour mission d'assister le Gouvernement de ses avis concernant les recours visés au § 1^{er}.

Sous-section 2. — De la composition

Art. 66. La Commission d'avis sur les recours est composée de sept membres dont un président et un vice-président.

Le Gouvernement nomme, sur la base d'un appel à candidatures publié au *Moniteur belge*, le président, le vice-président et les membres de la Commission d'avis sur les recours pour un délai renouvelable de cinq ans.

Art. 67. § 1^{er}. Le président et le vice-président sont porteurs d'un diplôme de licencié, de master ou de docteur en droit et possèdent une expérience juridique utile d'au moins cinq années.

§ 2. Les autres membres et leurs suppléants sont compétents en questions d'action sociale et de santé et possèdent une expérience utile d'au moins cinq ans dans les matières visées par l'article 5, § 1^{er}, I, 1°, et II, 1° à 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

§ 3. Les règles fixées par le décret du 15 mai 2003 promouvant la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organismes dans les matières à l'égard desquelles la Région exerce les compétences de la Communauté française sont respectées lors de la constitution de la Commission d'avis sur les recours.

Art. 68. La qualité de membre de la Commission d'avis sur les recours est incompatible avec :

1° la qualité de membre des commissions permanentes;

2° la qualité de membre du personnel de l'Administration;

3° la qualité de membre du personnel d'un organisme public de la Région wallonne;

4° la qualité de président, membre du conseil d'administration, gestionnaire ou membre du personnel d'une fédération ou d'un groupement d'intérêt dans les matières visées par l'article 5, § 1^{er}, I, 10, et II, 1° à 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Sous-section 3. — Du fonctionnement

Art. 69. § 1^{er}. Le recours contre une décision est introduit par lettre recommandée, ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi, dans le mois de la notification de la décision querrellée, auprès du secrétariat de la Commission d'avis sur les recours.

Le recours contient :

1° les nom, prénom, demeure ou siège de la partie requérante;

2° l'objet du recours et un exposé des faits et des moyens de défense.

Le recours est complété par une copie de la décision querrellée.

Le secrétariat accuse réception du recours et le soumet à la Commission d'avis sur les recours, dans les quinze jours qui suivent la réception conjointement avec le dossier administratif.

§ 2. Tant l'administration ou l'organisme public compétent que la partie requérante sont convoqués pour être entendus au cours de la réunion de la Commission d'avis sur les recours qui examinera le recours.

La convocation mentionne la possibilité de se faire assister d'un conseil. Le refus de comparaître ou de présenter sa défense est acté au procès-verbal d'audition.

§ 3. Le Gouvernement ne peut statuer sur le recours qu'après réception de l'avis de la Commission d'avis sur les recours à moins que le délai imparti pour rendre l'avis ne soit expiré, auquel cas, il est passé outre l'absence d'avis dans le délai imparti.

La Commission d'avis sur les recours rend son avis motivé à l'Administration ou à l'organisme public compétent.

L'avis motivé de la Commission d'avis sur les recours est notifié à la partie requérante dans les quinze jours après que l'avis a été rendu.

L'Administration ou l'organisme public compétent fait parvenir au Gouvernement, une proposition de décision, dans les trente jours de la remise de l'avis de la Commission d'avis sur les recours ou, à défaut de cet avis, dans les quarante-cinq jours de l'expiration du délai.

Art. 70. Seuls le président, le vice-président, les autres membres ou leurs suppléants ont voix délibérative.

La commission peut seulement délibérer et voter valablement si au moins le président ou le vice-président et trois membres ou leurs suppléants, sont présents.

Lors du vote, les abstentions ne sont pas prises en compte pour atteindre la majorité requise. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 71. La Commission d'avis sur les recours peut demander, dans l'urgence, le cas échéant, l'avis des commissions permanentes pour l'aider à préparer son propre avis.

Art. 72. L'Administration ou l'organisme public fournit à la Commission d'avis sur les recours toute information que cette dernière juge nécessaire pour rendre son avis.

Art. 73. Outre les indemnités pour frais de déplacement prévues à l'article 3, 1^{er}, 17^o, le Gouvernement détermine la nature et le montant des émoluments des membres.

Section 5. — Du secrétariat

Art. 74. Le secrétariat du Conseil wallon de l'action sociale et de la santé, des Commissions permanentes et de la Commission d'avis sur les recours est assuré par les services du Gouvernement.

Section 6. — Du rapport d'activités

Art. 75. § 1^{er}. Chaque commission permanente remet un rapport d'activités au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé le 30 avril de chaque année.

§ 2. Sur la base des rapports visés au 1^{er} et des avis qu'il a lui-même rendus, le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé remet concomitamment au Gouvernement et au Parlement wallons un rapport d'activités global relatif à la fonction consultative relative aux matières visées par l'article 5, § 1^{er}, I, 1^o, et II, 1^o à 5^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Le Gouvernement transmet le rapport d'activités global au Conseil économique et social de la Région wallonne.

Section 7. — Des plaintes

Art. 76. § 1^{er}. Toute personne intéressée peut adresser au Gouvernement, à l'Administration, à l'organisme public ou au bourgmestre une plainte relative au fonctionnement d'un service ou d'une institution en matière d'action sociale ou de santé.

Toute plainte fait l'objet d'un accusé de réception envoyé dans les huit jours.

§ 2. Le bourgmestre, l'Administration ou l'organisme public à qui une plainte a été adressée en informe sans délai :
1^o le Gouvernement;

2^o le service ou l'institution concerné par la plainte.

§ 3. Lorsqu'une médiation s'avère possible, le bourgmestre peut agir en conciliation et formuler des recommandations qui lui semblent de nature à apporter une solution aux difficultés de fonctionnement.

§ 4. Le bourgmestre, l'Administration ou l'organisme public adressent au Gouvernement un rapport sur les informations qu'ils ont pu recueillir.

Le service ou l'institution concerné informe sans délai le bourgmestre, l'Administration ou l'organisme public des suites réservées à la plainte.

Le Gouvernement, l'Administration ou l'organisme public informe le plaignant et le service ou l'institution concerné de la suite réservée à la plainte.

§ 5. Une fois par an, pour le 30 avril, le Gouvernement transmet au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé les dossiers relatifs aux plaintes de l'année civile précédente selon les modalités qu'il détermine.

Section 8. — Dispositions modificatives de divers décrets en matière d'action sociale et de la santé

Sous-section 1^{re}. — Dispositions modificatives en matière de santé

§ 1^{er}. Décret du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile

Art. 77. L'article 9 du décret du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile est abrogé.

Art. 78. L'article 10 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art.10. Les centres de coordination qui satisfont aux dispositions du présent décret sont agréés par le Gouvernement conformément aux modalités fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut procéder au retrait de l'agrément après que le centre de coordination ait été entendu ou dûment appelé."

Art. 79. A l'article 11, alinéa 3, du même décret, les mots ", sur base de l'avis de la Commission d'agrément" sont supprimés.

Art. 80. L'article 12 du même décret est abrogé.

§ 2. Décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale

Art. 81. A l'article 31, alinéa 3, du décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale, les mots ", après avis du Conseil régional des services de santé mentale," sont supprimés.

Art. 82. Le chapitre IX du décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale, composé des articles 33 à 35, est abrogé.

§ 3. Décret du 13 juin 2002 relatif à l'organisation des établissements de soins.

Art. 83. Le § 3 de l'article 5 du décret du 13 juin 2002 relatif à l'organisation des établissements de soins est supprimé.

Art. 84. L'article 8 du même décret est supprimé.

Art. 85. § 1^{er}. Le chapitre IV du même décret, composé des articles 11 à 21, est abrogé.

§ 2. Un nouveau chapitre IV, composé de la disposition suivante, est inséré dans le même décret :

"Chapitre IV. — De la participation au Conseil national des établissements de soins

Art. 11. Le Gouvernement désigne parmi les membres de la Commission wallonne de la santé, instaurée par le décret portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, ceux qui seront appelés à faire partie du Conseil national des Etablissements hospitaliers."

§ 4. Décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétudes

Art. 86. Le 9^o, de l'article 2, du décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétudes est abrogé.

Art. 87. L'article 8 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 8. § 1^{er}. L'agrément est accordé par le Gouvernement pour un terme de cinq ans maximum. Il est renouvelable à la demande du réseau d'aide et de soins en assuétudes.

Dès réception de la demande d'agrément, le Gouvernement en informe le public de la zone de soins en assuétude concernée par, au moins, une publication au *Moniteur belge* et dans deux journaux diffusés dans ladite zone.

Un agrément provisoire d'un an peut être délivré au réseau qui ne remplit pas l'entière des missions visées à l'article 3, § 1^{er}. L'agrément provisoire est renouvelable une fois.

L'agrément et l'agrément provisoire peuvent être suspendus ou retirés pour cause d'inobservation des conditions du présent décret ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci.

La suspension et le retrait sont opérés après audition des responsables du réseau.

Le Gouvernement fixe la procédure d'octroi, de renouvellement, de suspension et de retrait de l'agrément et de l'agrément provisoire."

Art. 88. Le chapitre VIII du même décret, composé des articles 19 à 21, est abrogé.

§ 5. Décret du 29 mars 1993 de la Communauté française relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée.

Art. 89. A l'article 2 du décret du 29 mars 1993 de la Communauté française relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée, les mots ", après avis motivé de la commission d'agrément visée à l'article 3 du présent décret" sont supprimés.

Art. 90. L'article 3 du même décret est abrogé.

§ 6. Décret du 29 avril 2004 relatif à l'organisation du transport médico-sanitaire

Art. 91. Le paragraphe 5, de l'article 3, du décret du 29 avril 2004 relatif à l'organisation du transport médico-sanitaire est abrogé.

Art. 92. L'article 5 du même décret est abrogé.

Sous-section 2. — Dispositions modificatives en matière de famille

§ 1^{er}. Décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres"

Art. 93. Le 3^o, de l'article 2, du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres" est abrogé.

Art. 94. A l'article 5, alinéa 2, du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres", les mots ", sur avis de la Commission," sont supprimés.

Art. 95. L'article 8, du décret du 27 mai 2004, relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres" est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 8. § 1^{er}. L'agrément est accordé par le Gouvernement pour un terme de cinq ans. Il est renouvelable à la demande du service "Espaces-Rencontres".

Lorsqu'il s'agit d'une demande visant l'agrément d'un nouveau service, l'agrément est accordé provisoirement pour une durée d'un an. Au terme de cette période, l'agrément est, sauf décision contraire de l'autorité, prolongé pour une période de quatre ans.

L'agrément peut être suspendu ou retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent décret ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci.

Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de renouvellement, de suspension et de retrait de l'agrément."

Art. 96. Le chapitre VII du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres", composé des articles 16 à 18, est abrogé.

§ 2. Décret du 18 juillet 1997, relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale.

Art. 97. A l'article 24, alinéa 4, du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale, les mots "ainsi que les modalités de recours" sont supprimés.

Art. 98. Les fédérations de centres sont agréées par le Gouvernement selon les règles qu'il fixe.

§ 3. Décret du 6 décembre 2007 relatif aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées

Art. 99. Les paragraphes 1^{er} à 7, de l'article 22, du décret du 6 décembre 2007 relatif aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées sont abrogés.

Art. 100. L'alinéa 5 de l'article 27 du même décret est abrogé.

Art. 101. L'article 43 du même décret est abrogé.

Sous-section 3 — Dispositions modificatives En matière d'action sociale

§ 1^{er}. Décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales

Art. 102. Le 16^o, de l'article 2, du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales est abrogé.

Art. 103. L'article 13 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 13. § 1^{er}. L'agrément est accordé par le Gouvernement pour un terme de quatre ans maximum.

L'agrément détermine la capacité d'hébergement de personnes en difficultés sociales de la maison d'accueil, de la maison de vie communautaire, de l'abri de nuit et de la maison d'hébergement de type familial.

L'agrément est renouvelable à la demande de la maison d'accueil, de la maison de vie communautaire, de l'abri de nuit ou de la maison d'hébergement de type familial.

§ 2. L'agrément peut être suspendu, réduit ou retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent décret ou des dispositions prises en vertu de celui-ci.

La suspension a pour effet d'interdire l'hébergement de nouvelles personnes en difficultés sociales. La réduction a pour effet de diminuer la capacité d'hébergement.

§ 3. Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de renouvellement, de suspension, de réduction et de retrait de l'agrément."

Art. 104. À l'article 14 du même décret, les modifications suivantes sont opérées :

1° au § 1^{er}, les mots ", sur avis de la Commission," sont supprimés;

2° le deuxième alinéa du § 3 est supprimé;

3° le dernier alinéa du § 4 est supprimé.

Art. 105. A l'article 15 du même décret, les mots ", et sur avis de la Commission," sont supprimés.

Art. 106. A l'article 17 du même décret, les mots "sur avis de la Commission" sont supprimés.

Art. 107. L'article 36 du même décret est abrogé.

Art. 108. Les alinéas 4 et 5, du § 1^{er}, de l'article 38, du même décret sont abrogés.

Art. 109. Le chapitre IX du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales, composé des articles 40 à 42, est abrogé.

Art. 110. L'article 46 du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales est abrogé.

§ 2. Décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale

Art. 111. L'article 9, alinéa 2, du décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale est abrogé.

Art. 112. Le dernier alinéa de l'article 13 du même décret est abrogé.

Art. 113. Le chapitre VIII du décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale, composé des articles 20 à 22, est abrogé.

Art. 114. Le chapitre IX du décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale, composé des articles 23 à 26, est abrogé.

§ 3. Décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables

Art. 115. Le 8°, de l'article 2, du décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables est abrogé.

Art. 116. L'article 10 du décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 10. L'agrément est accordé par le Gouvernement pour un terme de cinq ans maximum. Il est renouvelable à la demande du service d'aide sociale aux justiciables.

Lorsqu'il s'agit d'une demande visant à l'agrément d'un nouveau service, l'agrément est accordé pour une durée à l'essai d'un an. Au terme de cette période, l'agrément est, sauf décision contraire de l'autorité, prolongé pour une période de quatre ans.

L'agrément peut être retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent décret ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci.

Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de renouvellement et de retrait de l'agrément."

Art. 117. Le chapitre VI du décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables, composé des articles 15 à 17, est abrogé.

Art. 118. L'article 20 du décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables est abrogé.

§ 4. Décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes

Art. 119. L'article 2, alinéa 2, du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes est abrogé.

Sous-section 4. — *Dispositions modificatives en matière d'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère*

Art. 120. Le dernier alinéa de l'article 10 du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère est abrogé.

Art. 121. L'article 14 du même décret est abrogé.

Art. 122. Le chapitre VI du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère tel qu'inséré par le décret-programme du 18 décembre 2003, composé des articles 18 à 21, est abrogé.

Sous-section 5. — *Dispositions modificatives en matière de personnes handicapées*

Art. 123. L'alinéa 2, de l'article 30, du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées est abrogé.

Art. 124. Au titre III du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'intitulé du Titre III, les mots "et le conseil consultatif wallon des personnes handicapées" sont supprimés;

2° le chapitre II du Titre III, composé des articles 65 à 69, est abrogé.

Art. 125. Le paragraphe 1^{er}, de l'article 6, du décret du 23 novembre 2006 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance des établissements et installations destinées au public est abrogé.

Sous-section 6. — *Dispositions modificatives en matière de troisième âge*

§ 1^{er}. Décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge

Art. 126. Dans l'intitulé et à l'article 2, 2°, alinéa 4, b) du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge, les mots "et portant création du Conseil wallon du troisième âge" sont supprimés.

Art. 127. Le paragraphe 2, dernier alinéa de l'article 4, du même décret, tel qu'inséré par le décret du 6 février 2003, est abrogé.

Art. 128. L'alinéa 6, de l'article 6, du même décret, tel que modifié par le décret du 6 février 2003, est abrogé.

Art. 129. L'alinéa 2, de l'article 13bis, du même décret tel qu'inséré par le décret du 6 février 2003, est abrogé.

Art. 130. L'article 19 du même décret, tel qu'inséré par le décret du 6 février 2003, est abrogé.

Art. 131. Les alinéas 4 et 5, du § 1^{er}, de l'article 22, du même décret, tel que modifié par le décret du 6 février 2003, sont abrogés.

Art. 132. Le chapitre VI du même décret, tel que modifié par le décret du 6 février 2003, composé des articles 24 à 28, est abrogé.

§ 2. Décret du 3 juillet 2008 relatif à la lutte contre la maltraitance des personnes âgées

Art. 133. Le 3^o, de l'article 2, du décret du 3 juillet 2008 relatif à la lutte contre la maltraitance des personnes âgées est abrogé.

Art. 134. Les alinéas 4 et 5, de l'article 6, du même décret sont abrogés.

Art. 135. A l'article 8 du même décret, le mot "Conseil" est remplacé par les mots "Commission wallonne du troisième âge instaurée par le décret portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution".

Art. 136. L'article 12 du même décret est abrogé

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 137. Le Gouvernement fixe, pour chacun des organismes consultatifs, d'agrément ou assimilés visés par le présent décret, les dates d'entrée en vigueur des articles du présent décret.

Les articles qui concernent chacun des organismes consultatifs, d'agrément ou assimilés visés par le présent décret entrent en vigueur au plus tard à la date du renouvellement intégral des mandats des membres de ces organismes.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 novembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—————
Note

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Parlement wallon, 821 (2007-2008). N^{os} 1 à 23bis.

Compte rendu intégral, séance publique du 5 novembre 2008.

Discussion - Votes.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 4558

[2008/204572]

6 NOVEMBER 2008. — **Kaderdecreet houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127, § 1 en 128, § 1, ervan.

HOOFDSTUK I. — *Overkoepelende maatregelen van toepassing op advies-, erkennings- of gelijkgestelde instellingen*

Art. 2. § 1. De bepalingen in dit hoofdstuk zijn van toepassing op :

1^o de instellingen bedoeld in de opschriften van de volgende afdelingen van hoofdstuk II :

- Commissie "EFT-OISP" in het kader van het decreet van 1 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de bedrijven voor vorming door arbeid;

- Commissie "chèques" in het kader van het decreet van 10 maart 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn;

- Commissie "P.M.T.I.C" in het kader van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën;

- Commissie landbouwopleiding in het kader van het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;
 - Adviescommissie in het kader van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse Dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);
 - Beroepscommissie in het kader van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling;
 - "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" (Waalse raad voor sociale actie en gezondheid);
 - "Commission wallonne de la santé" (Waalse commissie voor gezondheid);
 - "Commission wallonne de la famille" (Waalse commissie voor het gezin)
 - "Commission wallonne de l'action sociale" (Waalse commissie voor sociale actie);
 - "Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" (Waalse commissie voor de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst);
 - "Commission wallonne des personnes handicapées" (Waalse commissie voor gehandicapte personen);
 - "Commission wallonne des aînés" (Waalse commissie voor ouderen);
 - "Commission d'avis sur les recours en matière d'action sociale et de la santé" (Commissie van advies voor de beroepen inzake sociale actie en gezondheid);
- 2° de volgende adviesinstellingen :
- "Commission consultative d'agrément en matière de placement" (Adviescommissie voor erkenning in arbeidsbemiddelingszaken);
 - "Commission consultative formation en alternance" (Adviescommissie alternerende opleiding);
 - "Conseil wallon de l'égalité entre les hommes et les femmes" (Waalse raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen).

Art. 3. § 1. De volgende regels zijn van toepassing op de instellingen bedoeld in artikel 2 :

1° voor elk gewoon lid wordt een plaatsvervangend lid aangewezen. Als het lid krachtens de bepalingen die de werking en de organisatie van de instelling regelen aangewezen wordt wegens een specifieke functie die hij uitoefent of een titel die hij draagt, kan van deze regel worden afgeweken;

2° een plaatsvervangend lid kan slechts zitting hebben indien het gewoon lid dat hij vervangt afwezig is;

3° de plaatsvervangende leden beschikken over dezelfde documenten betreffende de vergaderingen van de instelling als de gewone leden. Deze documenten worden gelijktijdig aan de plaatsvervangende en aan de gewone leden overgemaakt;

4° een lid mag als vertegenwoordiger van de Regering niet met stemrecht zitting hebben;

5° de leden van de Regering of hun gemachtigden kunnen de vergaderingen met raadgevende stem bijwonen als een vraagstuk waarvoor ze bevoegd zijn voor advies aan de instellingen wordt overgelegd;

6° als het mandaat van een lid verstrijkt vóór de vastgelegde datum verstrijkt, wordt het door een vervanger voleindigd.

7° de mandaten van de leden binnen de instelling worden integraal hernieuwd;

8° het mandaat van de leden loopt vijf jaar;

9° een lid van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, van de Senaat, van het Europees Parlement of van één van de gewestelijke en gemeenschappelijke parlementen mag niet als lid worden aangewezen; Deze regel is niet van toepassing op de personen die binnen de instelling wegens hun hoedanigheid van verkozen of vertegenwoordiger van de plaatselijke besturen worden aangewezen indien de bepalingen die de werking en de organisatie van de instelling regelen uitdrukkelijk voorzien in die hoedanigheid;

10° de instelling geeft advies binnen vijftig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het volledige dossier betreffende de adviesaanvraag. Die termijn kan evenwel tot tien dagen herleid worden of door de Regering verlengd worden als de aanvraag van bijzonder belang of ingewikkeld is. Bij gebrek aan advies binnen de voorgeschreven termijn wordt aan de adviesvereiste voorbijgegaan;

11° het is ieder lid verboden te beraadslagen over vraagstukken waarbij hij een rechtstreeks of onrechtstreeks, patrimoniaal of persoonlijk belang heeft. Een lid dat belangen vertegenwoordigt van de entiteit waardoor het binnen de instelling is voorgedragen of aangewezen, wordt niet als persoonlijk of onrechtstreeks belang beschouwd;

12° niemand kan als lid aangewezen worden als hij veroordeeld is of als hij lid is van een instelling of een vereniging die krachtens een in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing veroordeeld is voor niet-naleving van de democratische principes zoals vermeld in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de Grondwet, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden of in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

Dit verbod houdt op tien jaar na de beslissing van bovenvermelde rechterlijke beslissing indien vastgesteld kan worden dat de persoon of de vereniging publiekelijk afgezien heeft van zijn/haar vijandige houding tegen de democratische principes vermeld in de bepalingen bedoeld in het vorige lid.

Het houdt op één jaar na bovenvermelde rechterlijke beslissing indien de persoon de vereniging heeft verlaten wegens en onmiddellijk na haar veroordeling voor niet-naleving van de democratische principes vermeld in de bepalingen bedoeld in het vorige lid;

13° behalve de bepalingen die de werking en de organisatie van de instelling regelen wordt op beslissing van de instelling als ontslagnemd beschouwd het lid :

- dat zonder rechtvaardiging meer dan 3 opeenvolgende vergaderingen niet heeft bijgewoond waarvoor het regelmatig is opgeroepen;

- dat zonder medische reden meer dan de helft van de tijdens de twaalf laatste maanden georganiseerde vergaderingen niet heeft bijgewoond waarvoor hij regelmatig is opgeroepen;

- dat zich niet houdt aan de vertrouwelijke aard van de beraadslagingen of van de documenten wanneer ze erkend is overeenkomstig de wettelijke of reglementaire bepalingen, met inbegrip van de bepalingen van het huishoudelijk reglement;

- dat zich vijandig opstelt of deel uitmaakt van een instelling of een vereniging die zich vijandig opstelt t.o.v. de democratische principes zoals vermeld in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de Grondwet, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden of in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd;

14° bij gebrek aan andere regels waarin de bepalingen tot regeling van de werking en de organisatie van de instelling uitdrukkelijk voorzien, wordt :

- het aanwezigheidsquorum vastgelegd op de helft van de leden;
- het stemmingsquorum vastgelegd op de meerderheid van de aanwezige leden;

15° als het aanwezigheidsquorum niet bereikt kan worden, kan op korte termijn en minstens 24 uur na de vergadering waarop de quorum niet werd bereikt, een nieuwe vergadering bijeengeroepen worden om over dezelfde agenda te beraadslagen. In geval van gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kan deze termijn worden ingekort. Tijdens een nieuwe bijeenroeping kan, ongeacht het aantal aanwezige leden, op geldige wijze worden beraadslaagd;

16° de verplaatsingskosten van de leden worden vergoed zoals die van de personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering krachtens de Waalse Ambtenarencode;

17° in geval van dringende noodzakelijkheid of in speciaal gemotiveerde omstandigheden kan het advies van de instelling uitgebracht worden volgens een schriftelijke procedure onder de leden;

18° per instelling of voor een geheel van instellingen wordt een jaarlijks activiteitenverslag opgemaakt dat op een website ingekeken kan worden. Dat verslag wordt gelijktijdig aan de Regering en aan het Waals Parlement overgemaakt uiterlijk tegen het einde van de maand september van het jaar dat volgt op het jaar waarop het betrekking heeft;

19° elke instelling stelt een huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring aan de Regering voor, samen met de wijzigingen die er eventueel in aangebracht worden. Het huishoudelijk reglement slaat o.a. op de volgende punten, behalve als ze het voorwerp uitmaken van specifieke wettelijke of reglementaire bepalingen :

- het minimumaantal jaarlijkse vergaderingen;
- de verplichting om notulen op te stellen van de debatten die tijdens elke vergadering gevoerd worden;
- de wijze waarop de documenten aan de gewone en plaatsvervangende leden worden overgemaakt;
- de procedure voor de bijeenroeping van de vergaderingen;
- de beroepsvoorwaarden en de modaliteiten tot uitvoering van de schriftelijke procedure inzake het uitbrengen van advies in geval van hoogdringendheid of in bijzonder gemotiveerde omstandigheden;
- desgevallend, de in acht te nemen regels in het kader van de opmaak van de begroting van de instelling;
- de voorwaarden en situaties waarvoor de betrouwbaarheid van de beraadslagingen of de documenten kan worden toegepast;
- desgevallend, de zetel en de plaats van de vergaderingen van de instelling;
- de modaliteiten voor het raadplegen van het jaarverslag;
- het al dan niet openbaar karakter van de vergaderingen van de instelling;

20° voor de uitoefening van hun opdrachten kunnen de instellingen beroep doen op externe deskundigen.

§ 2. De wettelijke, reglementaire of statutaire bepalingen van kracht vóór de inwerkingtreding van dit decreet die de werking en de organisatie van de in artikel 1 bedoelde instellingen regelen en die niet stroken met de regels bedoeld in paragraaf 1 van dit artikel worden opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Diverse decretale bepalingen voor de omzetting van de overkoepelende maatregelen bedoeld in hoofdstuk 1 en voor een rationalisatie van de adviesverlenende functie*

ONDERHOOFDSTUK I. — Instellingen voor tewerkstelling en opleiding

Afdeling 1. — Bepalingen gemeen aan de instellingen bedoeld in de opschriften van de afdelingen 2 tot 8

Art. 4. Behalve de regels in artikel 3 gebeurt de benoeming van de leden van de verschillende instellingen bedoeld in de opschriften van de afdelingen 2 tot 8 met inachtneming van de volgende voorwaarden :

- 1° de leden worden door de Regering benoemd;
- 2° de Regering wijst, onder de leden, de voorzitter en de ondervoorzitter(s) van elk overlegorgaan aan;
- 3° de benoeming van de plaatsvervangende leden gebeurt op dezelfde wijze als die voorzien voor de gewone leden.

Art. 5. De instellingen bedoeld in de opschriften van de afdelingen 2 tot 8 worden door hun respectievelijke voorzitters bijeengeroepen of als ze verhinderd zijn, door de ondervoorzitter.

Art. 6. Op verzoek van één derde van de leden of telkens als de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest) zulks nodig acht, worden de instellingen bedoeld in de opschriften van de afdelingen 2 tot 6 door hun voorzitter bijeengeroepen.

Art. 7. Ter aanvulling van wat er in artikel 3, § 1, 20°, is voorzien, bepaalt het huishoudelijk reglement minstens :

- 1° de werkmethodologie die de instelling in acht wil nemen;
- 2° het minimum aantal jaarlijkse vergaderingen, minstens één vergadering per kwartaal, behalve voor de instellingen die zich niet moeten uitspreken over subsidie-aanvragen;
- 3° de verplichting om het besprokene van elke vergadering te notuleren;
- 4° het feit dat het advies wordt uitgesproken namens de instelling en zonder vermeldingen op naam;
- 5° deontologische regels die bepalingen bevatten i.v.m. de belangenconflicten.

Art. 8. Het secretariaat van de instellingen bedoeld in de opschriften van de afdelingen 2 tot 6 wordt waargenomen door de "Conseil économique et social de la Région wallonne", waarmee de Administratie samenwerkt.

Art. 9. § 1. Als de instellingen bedoeld in de opschriften van de afdelingen 2 tot 8 een advies moeten verlenen, wordt laatstgenoemde door de voorzitter van het betrokken orgaan of zijn vervanger ter kennisgeving aan de Regering en aan de "Conseil économique et social de la Région wallonne" overgemaakt.

§ 2. Elke instelling bedoeld in paragraaf 1 kan, in het kader van haar opdrachten, initiatiefadviezen geven die zij aan de "Conseil économique et social de la Région wallonne" overmaakt.

Art. 10. § 1. Een overlegorgaan bedoeld in de opschriften van de afdelingen 2 tot 8 kan alleen geldig beraadslagen wanneer minstens de meerderheid van zijn leden aanwezig is.

Als het aanwezigheidsquorum niet bereikt wordt, wordt het overlegorgaan opnieuw bijeengeroepen binnen een termijn van hoogstens tien dagen, behalve voor de met redenen omklede noodprocedures waarbij de termijn hoogstens vijf dagen mag bedragen.

Op deze nieuwe vergadering kan het overlegorgaan geldig beraadslagen over de agendapunten van de eerste vergadering, ongeacht het aantal aanwezige leden.

§ 2. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van de stemmen.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend, behalve als hij raadgevende stem heeft.

Art. 11. Elke instelling bedoeld in de opschriften van de afdelingen 2 tot 8 is verplicht om haar advies te motiveren.

Het uittreksel van het advies van het overlegorgaan betreffende de aanvrager van een programmacontract, overeenkomst, bijzondere of meerjarige subsidie, beurs, erkenning, indeling of erkenning wordt gevoegd bij de beslissing die de Regering aan de aanvrager betekent.

Art. 12. De Regering bepaalt de aard en het bedrag van de bezoldigingen van de leden.

Art. 13. Elke instelling bedoeld in de opschriften van de afdelingen 2 tot 6 maakt haar jaarlijks activiteitenverslag aan de "Conseil économique et social de la Région wallonne" over.

Dit activiteitenverslag bevat minstens :

1° de vermelding van het aantal dossiers die haar werden overgemaakt;

2° het aantal uitgebrachte adviezen.

Afdeling 2. — Wijziging in het decreet van 1 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de bedrijven voor vorming door arbeid betreffende de Commissie "E.F.T. — O.I.S.P."

Art. 14. In het decreet van 1 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de bedrijven voor vorming door arbeid wordt een artikel *1bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *1bis*. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder "Administratie", de Directie Beroepsopleiding van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst."

Art. 15. In artikel 5, tweede lid, van hetzelfde decreet vervallen de woorden "mits de voorafgaandelijke instemming van de Commissie bedoeld in artikel 13".

Art. 16. Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, tweede lid, 2°, worden de woorden "de raadgevend geneesheer van de Rijksdienst voor ziekte- en invaliditeitsverzekering" vervangen door "elke instantie bevoegd om dit soort attest te verlenen".

2° in § 1, derde lid, vervallen de woorden "Na voorafgaandelijk advies van de Commissie bedoeld in artikel 13".

3° in § 2, eerste lid, vervallen de woorden "Na voorafgaandelijk advies van de Commissie bedoeld in artikel 13".

Art. 17. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste lid, eerste zin, worden de woorden "Na advies van de Commissie bedoeld in artikel 13" vervangen door de woorden "Na advies van het voor het grondgebied bevoegde subregionale comité voor arbeidsbemiddeling en vorming";

2° in § 1, eerste lid, 7°, worden de woorden "of gelijkstelbare uren" tussen de woorden "vormingsuren" en "te produceren" ingevoegd.

3° in § 1, eerste lid, vervalt punt 13°.

Art. 18. In artikel 9, eerste lid, eerste zin, van hetzelfde decreet, vervallen de woorden "Na advies van de Commissie bedoeld in artikel 13" en worden ze vervangen door de woorden "Na advies van het voor het grondgebied bevoegde subregionale comité voor arbeidsbemiddeling en vorming".

Art. 19. In het eerste en het derde lid van artikel 10 van hetzelfde decreet vervallen de woorden "na advies van de commissie bedoeld in artikel 13".

In het tweede lid van artikel 10 van hetzelfde decreet worden de woorden "de Commissie bedoeld in artikel 13" vervangen door de woorden "de Administratie".

Art. 20. In artikel 12 van hetzelfde decreet vervallen de woorden "na advies van de commissie bedoeld in artikel 13".

Art. 21. Het opschrift van hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgend opschrift :

"HOOFDSTUK III. — *Commissie EFT-OISP*"

Art. 22. Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 13. § 1. Er wordt een Commissie "EFT-OISP" opgericht hierna "de Commissie" genoemd, die belast is met :

1° op aanvraag van de Administratie een voorstel aan de Regering overmaken betreffende de toekenning, de hernieuwing of de weigering van de erkenning als zij vindt dat één of meerdere erkenningscriteria vastgelegd bij of krachtens dit decreet niet zijn vervuld;

2° een advies overmaken aan de Regering over de verlenging van de stages;

3° een vergadering houden op verzoek van één van haar leden die kennis zou genomen hebben van feiten die betrekking hebben op overtredingen of tekortkomingen inzake de bepalingen van het decreet, de situatie analyseren en de Regering en de Administratie op de hoogte houden van de feiten van de zaak.

§ 2. De Administratie is belast met :

1° de opdrachten vervullen betreffende de functie van dossierbeheer;

2° een gemotiveerd voorstel aan de Regering overmaken betreffende de toekenning, de hernieuwing of de weigering van de erkenning met inachtneming, zonder ze te kunnen interpreteren, van de juist daartoe vastgelegde criteria :

3° telkens als de vastgelegde criteria voor de toekenning, de hernieuwing of de weigering van de erkenning niet ingevuld zijn, aan de Commissie een voorstel vragen binnen de door de Regering vastgelegde termijn vóór het overmaken van het dossier aan de Regering;

4° jaarlijks de Regering een verslag over de uitvoering van dit decreet overmaken;

5° de opdrachten vervullen inzake de functie van controle en toezicht.

§ 3. De "Conseil économique et social de la Région wallonne" is belast met :

1° het secretariaat van de Commissie waarnemen;

2° op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, gemotiveerde adviezen uitbrengen over de uitvoering van het decreet en over elk vraagstuk betreffende de "OISP of EFT".

§ 4. binnen de Commissie worden aangewezen :

1° twee gewone vertegenwoordigers en twee plaatsvervangende vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties;

2° twee gewone vertegenwoordigers en twee plaatsvervangende vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties;

3° twee gewone vertegenwoordigers en twee plaatsvervangende vertegenwoordigers van de "FOREm";

4° een gewone vertegenwoordiger en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals agentschap voor de integratie van de gehandicapte personen);

5° een gewone vertegenwoordiger en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van de "Union des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Vereniging van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), Federatie van de O.C.M.W.'s;

6° een gewone vertegenwoordiger en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van het "Agence Fonds social européen" (het Agentschap voor het Europees Sociaal Fonds);

7° een gewone vertegenwoordiger en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van de vereniging bedoeld in artikel 19 van dit decreet;

8° een gewone vertegenwoordiger en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van de Administratie.

bovendien worden aangewezen om de Commissie met raadgevende stem bij te wonen :

1° twee gewone leden en twee plaatsvervangende leden ter vertegenwoordiging van de "EFT" alsook twee gewone leden en twee plaatsvervangende leden ter vertegenwoordiging van de "OISP";

2° een gewone vertegenwoordiger en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van de minister bevoegd voor vorming;

3° een gewone vertegenwoordiger en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van de minister bevoegd voor sociale aangelegenheden;

4° een gewone vertegenwoordiger en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van de minister bevoegd voor tewerkstelling.

De Commissie vergadert minstens vier keer per jaar na oproeping door haar voorzitter."

Art. 23. In artikel 23 van hetzelfde decreet worden de woorden "en stelt een faseringssysteem voor, voor de toekenning en uitbetaling van de subsidies om de gevolgen van de bepalingen van dit decreet op de schatkist van de "EFT" en "OISP" te dempen, vanaf de inwerkingtreding van dit decreet" ingevoegd na de woorden "dit decreet vast".

Afdeling 3. — Wijzigingen in het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn betreffende de Commissie "chèques"

Art. 24. Artikel 2 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn wordt aangevuld als volgt :

11° "Administratie": de Directie Beroepsopleiding van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst."

Art. 25. In hetzelfde decreet wordt een artikel 24bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 24bis. § 1. Er wordt een Commissie "chèques" ingesteld, hierna "de Commissie" genoemd, die belast is met :

1° in het kader van het stelsel "vormingscheque", op aanvraag van de Administratie een voorstel aan de Regering overmaken betreffende de toekenning, de hernieuwing, of de weigering van de erkenning als zij vindt dat één of meerdere erkenningscriteria vastgelegd door of krachtens dit decreet niet zijn vervuld;

2° een vergadering houden op verzoek van één van haar leden die kennis genomen zou hebben van feiten die betrekking hebben op overtredingen of tekortkomingen inzake de bepalingen van het decreet, de situatie analyseren en de Regering en de Administratie op de hoogte houden van de feiten van de zaak;

3° in het kader van de afstandsvorming, aan de Regering voor elk gebied van de vorming die het voorwerp uitmaakt van een erkenningsaanvraag een aantal forfaitaire uren voorstellen die door de vormingscheque gefinancierd zou kunnen worden;

4° een advies uitbrengen inzake de vormingscheques over de toekenning, hernieuwing, opschorting of intrekking van de erkenning van elke vormingsoperator, volgens de volgende criteria :

a) het professionalisme en de kwaliteit van de verleende diensten;

b) het vermogen om de relevantie van de projecten te analyseren;

c) het vermogen om de projectdrager te heroriënteren;

d) de begeleiding;

e) de inachtneming van de voorwaarden voor de controle op het systeem;

f) de verhouding, rekening houdend met het doelpubliek en de aard van de projecten, tussen het aantal cheques gebruikt door alle projectdragers die zijn opgeleid door de erkende opleidingsverstrekker en het aantal arbeidsplaatsen die zij hebben gecreëerd tijdens de vijf jaar volgend op het opstarten van de bedrijvigheid;

g) het aantal faillissementen die voorgekomen zijn bij de projectdragers die door de erkende opleidingsverstrekker gevormd zijn, rekening houdend met het doelpubliek en de aard van de projecten, tijdens de vijf jaar volgend op het opstarten van de bedrijvigheid.

De criteria bedoeld in de punten *e)* tot *g)* gelden enkel voor het advies met betrekking tot de hernieuwing, de opschorting en de intrekking van de erkenning.

De criteria bedoeld in het eerste lid kunnen door de Regering nader bepaald worden op voorstel van de Commissie.

§ 2. De Administratie is belast met :

1° in het kader van het stelsel "vormingscheque", een gemotiveerd voorstel aan de Regering overmaken betreffende de toekenning, de hernieuwing, of de weigering van de erkenning overeenkomstig de criteria van dit decreet;

2° telkens als de vastgelegde criteria voor de toekenning, de hernieuwing of de weigering van de erkenning niet ingevuld zijn, aan de Commissie een voorstel vragen binnen de door de Regering vastgelegde termijn vóór het overmaken van het dossier aan de Regering;

3° zorgen voor de opvolging van het proces betreffende de aanwijzing van de gecertificeerden en voor de goede uitvoering van hun opdracht en minstens in een halfjaarlijkse vergadering met hen voorzien, zodat ze de audit op uniforme en billijke wijze leiden door, desgevallend, het advies van de Commissie te vragen;

4° de opdrachten vervullen inzake de functie van controle en toezicht.

§ 3. De "Conseil économique et social de la Région wallonne" is belast met :

1° het secretariaat van de Commissie waarnemen;

2° op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, gemotiveerde adviezen uitbrengen over elk vraagstuk betreffende de cheques.

§ 4. In het kader van het stelsel "vormingscheque" is de "FOREm" ermee belast om de opdrachten i.v.m. de functie dossierbeheer van de bedrijven en operatoren te vervullen.

In het kader van het stelsel "vormingscheques" voor de oprichting van ondernemingen is het Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst belast met het vervullen van de opdrachten betreffende het dossierbeheer van de operatoren en begunstigden.

§ 5. binnen de Commissie worden aangewezen :

1° twee gewone vertegenwoordigers en twee plaatsvervangende vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties;

2° twee gewone vertegenwoordigers en twee plaatsvervangende vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties;

3° een gewone vertegenwoordiger en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van de "FOREm";

4° een gewone vertegenwoordiger en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waals instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek)

5° een gewone vertegenwoordiger en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van de Administratie;

6° een deskundige, geroemd om zijn kennis inzake de beroepsopleiding, met name in de bedrijven.

bovendien worden aangewezen om de Commissie met raadgevende stem bij te wonen, een gewone vertegenwoordiger en een plaatsvervangende vertegenwoordiger van de minister bevoegd voor vorming.

De leden bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, worden aangewezen op grond van een dubbellijst van kandidaten voorgedragen door de "Conseil économique et social de la Région wallonne. »

Afdeling 4. — Wijzigingen in het decreet van 19 december 2002 betreffende de cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming

Art. 26. Artikel 8 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming, wordt opgeheven.

Art. 27. In artikel 9, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "Na advies van de commissie bedoeld in artikel 8" vervangen door de woorden "na advies van de commissie bedoeld in artikel 24bis van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn".

Afdeling 5. — Wijzigingen in het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën betreffende de Commissie "P.M.T.I.C."

Art. 28. Artikel 2 van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën wordt aangevuld als volgt :

"3° "Administratie": de Directie Beroepsopleiding van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst."

Art. 29. In artikel 5, 1, van hetzelfde decreet vervallen de woorden "na advies van het opvolgingscomité".

Art. 30. Het opschrift van afdeling 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgend opschrift : "Afdeling 3. Commissie "P.M.T.I.C."".

Art.31. Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 7. § 1. De Regering richt een Commissie "P.M.T.I.C." op dat belast wordt met de volgende opdrachten :

1° de door de vormingsoperatoren ondernomen acties superviseren;

2° jaarlijks zorgen voor de verdeling van de opleidingsuren onder de operatoren, de toegekende uurquota's kunnen in de loop van het jaar worden toegekend;

3° de Regering voorstellen de erkenning in te trekken of te schorsen als de voorwaarden niet meer vervuld zijn;

4° op aanvraag van de Administratie een voorstel aan de Regering overmaken betreffende de toekenning, de hernieuwing of de weigering van de erkenning als zij vindt dat één of meerdere erkenningscriteria vastgelegd bij of krachtens dit decreet niet zijn vervuld;

5° een vergadering houden op verzoek van één van haar leden die kennis genomen zou hebben van feiten die betrekking hebben op overtredingen of tekortkomingen inzake de bepalingen van het decreet, de situatie analyseren en de Regering en de Administratie op de hoogte houden van de feiten van de zaak;

6° de weerslag van de vormingsmodules jaarlijks evalueren op grond van een activiteitenrapport dat jaarlijks uiterlijk 1 november door elke erkende operator opgesteld wordt.

§ 2. De "Conseil économique et social de la Région wallonne" is belast met :

1° het secretariaat van de Commissie P.M.T.I.C. waarnemen;

2° op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, gemotiveerde adviezen uitbrengen over de uitvoering van het decreet en over vraagstukken betreffende de P.M.T.I.C. »

§ 3. De Administratie is belast met :

1° de opdrachten vervullen inzake de functie van dossierbeheer;

2° een gemotiveerd voorstel aan de Regering overmaken betreffende de toekenning, de hernieuwing of de weigering van de erkenning met inachtneming, zonder ze te kunnen interpreteren, van de door of krachtens dit decreet vastgelegde criteria;

3° telkens als de vastgelegde criteria voor de toekenning, de hernieuwing of de weigering van de erkenning niet ingevuld zijn, aan de Commissie P.M.T.I.C. een voorstel vragen binnen de door de Regering vastgelegde termijn vóór het overmaken van het dossier aan de Regering;

4° de opdrachten vervullen inzake de functie van controle en toezicht."

Art. 32. In artikel 11, 1, van hetzelfde decreet worden de woorden "het in artikel 7 bedoelde opvolgingscomité" vervangen door de woorden "de in artikel 7 bedoelde Commissie P.M.T.I.C."

Afdeling 6. — Wijzigingen in het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw betreffende de Commissie landbouwopleiding

Art. 33. § 1. In het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw wordt een artikel *1bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *1bis*. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder "Administratie", de Directie Beroepsopleiding van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst."

§ 2. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 8. § 1. Er wordt een commissie ingesteld die Commissie voor de Landbouwopleiding genoemd wordt en die belast is met :

1° op aanvraag van de Administratie een voorstel aan de Regering overmaken betreffende de toekenning, de hernieuwing of de weigering van de erkenning als zij vindt dat één of meerdere erkenningscriteria vastgelegd bij of krachtens dit decreet niet zijn vervuld;

2° een vergadering houden op verzoek van één van haar leden die kennis zou genomen hebben van feiten die betrekking hebben op overtredingen of tekortkomingen inzake de bepalingen van het decreet, de situatie analyseren en de Regering en de Administratie op de hoogte houden van de feiten van de zaak;

3° richtsnoeren inzake landbouwersopleiding opstellen voor de regering.

§ 2. De Administratie is belast met :

1° de opdrachten vervullen inzake de functie van dossierbeheer;

2° een gemotiveerd voorstel aan de Regering overmaken betreffende de toekenning, de hernieuwing of de weigering van de erkenning met inachtneming, zonder ze te kunnen interpreteren, van de bij of krachtens dit decreet vastgelegde criteria;

3° telkens als de vastgelegde criteria voor de toekenning, de hernieuwing of de weigering van de erkenning niet ingevuld zijn, aan de Commissie een voorstel vragen binnen de door de Regering vastgelegde termijn vóór het overmaken van het dossier aan de Regering;

4° de samenwerking en het partnerschap met de operatoren van de aanvankelijke en voortgezette opleiding ontwikkelen, namelijk inzake de geldigheidsverklaring van de bevoegdheden en de pedagogische begeleiding;

5° een jaarlijks evaluatieverslag over vormingsprogramma's en -stages aan de regering overhandigen.

6° de opdrachten vervullen inzake de functie van controle en toezicht;

7° het geheel van de beroepsopleiding in de landbouw bevorderen.

§ 3. De "Conseil économique et social de la Région wallonne" is belast met :

1° het secretariaat van de Commissie waarnemen;

2° op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, gemotiveerde adviezen uitbrengen over decreetprojecten of -voorstellen en over besluitontwerpen betreffende de beroepsopleiding in de landbouw.

§ 4. binnen de Commissie worden aangewezen :

1° vier leden en evenveel plaatsvervangende leden ter vertegenwoordiging van de landbouwersverenigingen, onder wie één vertegenwoordiger van de jeugdbewegingen en één vertegenwoordigster van de boerinnenbonden;

2° één lid en één plaatsvervangend lid ter vertegenwoordiging van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);

3° één lid en één plaatsvervangend lid ter vertegenwoordiging van het "Institut de Formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises" (Instituut voor Permanente Vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen);

4° één lid en één plaatsvervangend lid ter vertegenwoordiging van de diensten van de Waalse administratie die bevoegd zijn voor tewerkstelling en beroepsopleiding;

5° één lid en één plaatsvervangend lid ter vertegenwoordiging van de diensten van de Waalse administratie die bevoegd zijn voor landbouw;

6° één lid en één plaatsvervangend lid ter vertegenwoordiging van de amateurverenigingen;

7° één lid en één plaatsvervangend lid ter vertegenwoordiging van de verschillende actoren die actief zijn op het gebied van landbouw, wetenschappelijk onderzoek en specifieke landbouw en die aangewezen zijn door de Waalse Regering;

bovendien worden aangewezen om de Commissie met raadgevende stem bij te wonen :

1° één lid en één plaatsvervangend lid ter vertegenwoordiging van de Minister bevoegd voor Vorming;

2° één lid en één plaatsvervangend lid ter vertegenwoordiging van de Minister bevoegd voor Landbouw;

3° één gewoon lid en één plaatsvervangend lid ter vertegenwoordiging van de Ministers bevoegd voor Economie en Leefmilieu; de werkelijke zetel wordt toegekend aan de vertegenwoordiger van de Minister onder wiens bevoegdheid één of ander agendapunt van de commissie valt;

4° één lid en één plaatsvervangend lid ter vertegenwoordiging van de Minister bevoegd voor Gezondheid. »

Afdeling 7. — Wijzigingen in het decreet van 6 mei 1999

betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi"

(Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling) betreffende de Adviescommissie

Art. 34. Artikel 34, eerste lid, 1°, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" wordt gewijzigd als volgt :

"1° Onverminderd artikel 3, § 1, 4°, van het decreet houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, een voorzitter en een ondervoorzitter die respectievelijk de Minister bevoegd voor tewerkstelling en de Minister bevoegd voor beroepsopleiding vertegenwoordigen".

Afdeling 8. — Wijzigingen in het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling betreffende Beroepscommissie

Art. 35. In artikel 12 van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling worden de paragrafen 2, 3 en 4 vervangen door de volgende paragrafen :

"§ 2. De Commissie bestaat uit :

1° onverminderd artikel 3, § 1^{er}, 4°, van het decreet houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, een voorzitter en een ondervoorzitter die respectievelijk de Minister bevoegd voor Tewerkstelling en de Minister bevoegd voor Beroepsopleiding vertegenwoordigen;

2° vier leden ter vertegenwoordiging van de representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties;

3° twee leden die de Dienst in zijn functie van "regisseur-ensemblier" vertegenwoordigen;

4° twee leden ter vertegenwoordiging van de diensten van de Waalse administratie die belast zijn met economie en tewerkstelling.

De Regering benoemt de gewone leden van de Commissie alsmede hun plaatsvervangers voor een periode van vijf jaar.

De leden bedoeld in 1° en 4°, eerste lid, van deze paragraaf worden rechtstreeks door de Regering aangewezen.

De leden bedoeld in 2° en 3°, van hetzelfde lid worden door de Regering aangewezen op voorstel van het beheerscomité van de Dienst en na overlegging van een dubbeltal door de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest).

§ 3. De aanvrager of zijn plaatsvervanger, eventueel door een adviseur bijgestaan, kan door de Commissie gehoord worden. De Commissie kan verzoeken om de overlegging van aanvullende stukken, inlichtingen, documenten en gegevens die ze nuttig acht".

ONDERHOOFDSTUK II. — Adviesorganen die actief zijn inzake sociale actie en gezondheid, beroepen en klachten inzake sociale actie en gezondheid

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 36. In de zin van dit onderhoofdstuk wordt verstaan onder :

1° "Administratie" : de diensten van het Waalse Gewest bevoegd voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, I, 1° en II, 1° tot 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

2° "Openbare instelling" : de instellingen van openbaar nut bevoegd voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, I, 1° en II, 1° tot 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

3° "Bijzonder advies" : advies uitgebracht door een vaste commissie in het kader van haar expertiseopdracht zoals bedoeld bij of krachtens dit decreet;

4° "Algemeen advies" : advies uitgebracht door de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" en advies uitgebracht door de vaste commissies in het kader van hun algemene opdracht;

5° "Vaste commissie" : de vaste commissies georganiseerd door afdeling 3.

Art. 37. § 1. Er wordt een "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" opgericht.

§ 2. De "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" telt zes vaste commissies :

- de "Commission wallonne de la santé";

- de "Commission wallonne de la famille";

- de "Commission wallonne de l'action sociale";

- de "Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère";

- de "Commission wallonne des personnes handicapées";

- de "Commission wallonne des aînés".

Afdeling 2. — "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé"

Onderafdeling 1. — *Opdrachten*

Art. 38. De adviesverlenende functie betreffende de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1^{er}, I, 1^o, en II, 1^o tot 5^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen wordt door de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" uitgeoefend volgens de modaliteiten bepaald bij of krachtens dit onderhoofdstuk.

In het kader van deze functie heeft de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" als opdracht :

1^o de huidige toestand en de ontwikkelingen van het beleid inzake sociale actie en gezondheid van de Regering op te volgen en te toetsen aan de noden van onze maatschappij op dat vlak;

2^o het aanbod van voorzieningen voor het beleid inzake sociale actie en gezondheid, kwalitatief en kwantitatief en in het teken van het vervullen van de behoeften van de begunstigden te evalueren en voorstellen te formuleren voor de verdere ontwikkeling ervan;

3^o de regering advies te verstrekken omtrent vraagstukken i.v.m. het beleid inzake sociale actie en gezondheid;

4^o een globaal verslag van de klachten over te maken met betrekking tot het beleid inzake sociale actie en gezondheid en dit onverminderd de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt en, desgevallend, aanbevelingen te formuleren;

5^o de werkzaamheden van de commissies bedoeld in afdeling 3 van dit onderhoofdstuk te organiseren.

De "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" voert zijn opdrachten uit in samenwerking met de vaste commissies.

De Regering specificeert, desgevallend, de opdrachten die in het tweede lid worden vermeld.

Art. 39. § 1. De "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" kan om een advies verzocht worden wat betreft de ontwerpen van decreet of besluit van de Regering betreffende de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, I, 1^o, en II, 1^o tot 5^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§ 2. De "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" kan, in het kader van zijn opdrachten, initiatiefadviezen uitbrengen.

De "Conseil" informeert de Regering over zijn voornemen om een initiatiefadvies uit te brengen.

Onderafdeling 2. — *Samenstelling*

Art. 40. § 1. De "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" bestaat uit dertig gewone leden en dertig plaatsvervangende leden, onder wie een voorzitter en twee ondervoorzitters. De gewone leden zijn afkomstig van de vaste commissies, met name :

- vijf leden van de "Commission wallonne de la Santé" uit haar midden gekozen, onder wie de voorzitter;
- vijf leden van de "Commission wallonne de la Famille" uit haar midden gekozen, onder wie de voorzitter;
- vijf leden van de "Commission wallonne de l'Action sociale" uit haar midden gekozen, onder wie de voorzitter;
- vijf leden van de "Commission wallonne de l'Intégration des Personnes étrangères ou d'origine étrangère" uit haar midden gekozen, onder wie de voorzitter;
- vijf leden van de "Commission wallonne des Personnes handicapées" uit haar midden gekozen, onder wie de voorzitter;
- vijf leden van de "Commission wallonne des Aïnés" uit haar midden gekozen, onder wie de voorzitter.

Het plaatsvervangend lid van een gewoon lid is afkomstig van dezelfde vaste commissie als laatstgenoemde.

Een minimumvertegenwoordiging van minstens zes leden, van de begunstigden van de diensten en instellingen alsook van de representatieve werknemersorganisaties van de sectoren wordt gewaarborgd binnen de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé".

§ 2. vier leden aangewezen door de "Conseil économique et social de la Région wallonne" nemen ook deel aan de vergaderingen van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", met raadgevende stem.

Art. 41. § 1. De Regering wijst de leden van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" aan binnen drie maanden na de installatie van de vaste commissies, op de voordracht van de commissies wat betreft de leden van de "Conseil" die geen voorzitters van de vaste commissies zijn. De leden van de "Conseil" worden voor dezelfde termijn aangewezen als voor de termijn waarvoor ze als lid van de vaste commissie waarvan ze deel uitmaken, worden aangewezen.

De Regering wijst onder de leden die niet voorzitters van de vaste commissies zijn, de voorzitter en ondervoorzitters van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" aan.

§ 2. De aanwijzing van de gewone leden en de plaatsvervangende leden gebeurt op dezelfde wijze.

§ 3. Een gewoon lid wordt geacht ontslagnemend te zijn wanneer hij geen lid meer is van de vaste commissie die hem heeft voorgedragen.

Onderafdeling 3. — *Werking*

Art. 42. § 1. De "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" wordt door de voorzitter bijeengeroepen of, bij verhindering, door één van de ondervoorzitters.

Wanneer een derde van de leden het vraagt, wordt de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" ook door de voorzitter bijeengeroepen.

§ 2. De agenda en de nodige stukken worden aan de gewone leden en aan de plaatsvervangende leden overgemaakt.

Art. 43. § 1. De "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" stelt binnen zes maanden na zijn effectieve samenstelling een huishoudelijk reglement op dat ter goedkeuring aan de Regering wordt voorgelegd.

§ 2. Ambtenaren van de Administratie of van de openbare instellingen alsook een vertegenwoordiger van het secretariaat van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" kunnen als waarnemer deelnemen aan de vergaderingen van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé".

Art. 44. Naast de vergoedingen voor verplaatsingskosten bedoeld in artikel 3, § 1, 17^o, bepaalt de Regering de aard en het bedrag van de bezoldigingen die aan de leden worden toegekend.

Onderafdeling 4. — *Bureau*

Art. 45. § 1. Binnen de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" wordt een bureau opgericht dat bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitters van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", de voorzitters van de vaste commissies en één of meerdere leden van het secretariaat.

§ 2. Elk verzoek om advies van de Regering wordt aan het secretariaat gericht.

Wat de verzoeken om algemeen advies betreft is het bureau ermee belast om de werkzaamheden te organiseren en voor te bereiden en om de beslissingen van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" en de vaste commissies uit te voeren.

De verzoeken om bijzonder advies worden rechtstreeks door het secretariaat gericht aan de voorzitter van de Vaste commissie die bevoegd is om het dossier te behandelen.

§ 3. De werking van het bureau wordt door het huishoudelijk reglement geregeld.

*Afdeling 3. — Vaste commissies*Onderafdeling 1. — *Gemeenschappelijke bepalingen voor de vaste commissies*

Art. 46. § 1. De benoeming van de leden van de verschillende vaste commissies gebeurt met inachtneming van de volgende voorwaarden :

1° de leden van de vaste commissies hebben minstens vijf jaar ervaring in minstens één van de aangelegenheden die onder de bevoegdheid van de vaste commissie valt waarin zij benoemd zijn of actief zijn met name in federaties, verenigingen, instellingen of diensten die werkzaam zijn in het kader van de onderwerpen toegekend aan de vaste commissie waarin zij benoemd zijn;

2° om het evenwicht van de sectoren vertegenwoordigd in een commissie te vrijwaren, worden de leden verdeeld in functie van de verschillende onderwerpen die binnen elke vaste commissie worden behandeld;

3° een specifieke vertegenwoordiging van de begunstigden van de diensten en instellingen alsook van de representatieve werknemersorganisaties van de sectoren wordt verzekerd binnen elke commissie in functie van de bevoegdheden die haar worden toegekend.

De Regering kan voor elke vaste commissie de toepassing van de criteria bepalen die in het vorig lid worden vermeld.

§ 2. De leden worden door de Regering aangewezen voor een termijn van vijf jaar op basis van een oproep tot de kandidaten bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. De Regering wijst onder deze leden de voorzitter en de ondervoorzitters van elke vaste commissie aan.

De aanwijzing van de gewone leden en de plaatsvervangende leden gebeurt op dezelfde wijze.

Onverminderd de regels bedoeld in artikel 3, § 1, 14°, wordt volgens een procedure voorzien in het huishoudelijk reglement van elke vaste commissie het mandaat van een lid van een vaste commissie ambtshalve beëindigd wanneer betrokkene de overheid of vereniging die hem heeft voorgedragen, niet meer vertegenwoordigt of de hoedanigheid verliest krachtens welke hij werd aangewezen.

Art. 47. De vaste commissies worden door hun respectievelijke voorzitters bijeengeroepen of, bij verhindering, door één van de ondervoorzitters.

Op aanvraag van een derde van de leden worden de vaste commissies door hun respectievelijke voorzitter bijeengeroepen.

Art. 48. Het bedoeld huishoudelijk reglement opgesteld krachtens dit decreet wordt ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd, na advies van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé".

Art. 49. Ambtenaren van de Administratie of van de openbare instellingen kunnen als waarnemer deelnemen aan de vergaderingen van de vaste commissies.

Art. 50. De vaste commissies kunnen werkgroepen oprichten voor de voorbereiding van een bepaald advies.

Deze werkgroepen hebben een beperkte opdracht die door de vaste commissie wordt bepaald.

Na het vervullen van zijn opdracht wordt de werkgroep door de vaste commissie ontbonden.

Art. 51. § 1. De algemene adviezen van de vaste commissies worden door de voorzitter van de vaste commissie aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" overgemaakt, of, als de voorzitter verhinderd is, door één van de ondervoorzitters.

§ 2. De bijzondere adviezen van de vaste commissies worden door de voorzitter van de vaste commissie aan de Regering en, ter informatie, aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" overgemaakt, of, als de voorzitter verhinderd is, door één van de ondervoorzitters, binnen de in artikel 3, § 1, 10°, gestelde termijnen.

§ 3. Elke vaste commissie kan, in het kader van haar opdrachten, initiatiefadviezen uitbrengen die ze aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" overmaakt.

Laatstgenoemde is ertoe gehouden de initiatiefadviezen, eventueel aangevuld met zijn eigen advies, aan de Regering te rapporteren.

Art. 52. Naast de vergoedingen voor verplaatsingskosten bedoeld in artikel 3, § 1, 17°, bepaalt de Regering de aard en het bedrag van de bezoldigingen die aan de leden worden toegekend.

Onderafdeling 2. — *"Commission wallonne de la santé"*

A. Opdrachten

Art. 53. De "Commission wallonne de la santé" heeft, wat betreft de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, I, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen :

1° een algemene opdracht die erin bestaat adviezen en/of verslagen aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" uit te brengen over de opdrachten van laatstgenoemde bedoeld in artikel 38, 1° tot 4°, om discussiepunten te leveren in het kader van de uitoefening van zijn opdrachten;

2° een expertiseopdracht die erin bestaat, in samenhang met de algemene oriëntaties omschreven door de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", een technisch advies uit te brengen aan de Regering over de aangelegenheden die zij bepaalt.

Onverminderd het vorige lid, gaat het hier eigenlijk om een technisch advies uit te brengen over de toepassing van het decreet van 13 juni 2002 betreffende de organisatie van de verzorgingsinstellingen :

- a) over de geplande aanvullende normen bedoeld in artikel 3 van het decreet;
- b) over iedere aanvraag om inschrijving op de programmatie van de verzorgingsinstellingen;
- c) over de voorgestelde erkenning of bijzondere erkenning, verlenging van erkenning of bijzondere erkenning van een verzorgingsinstelling, alsook vóór iedere beslissing tot intrekking of tot weigering van een erkenning of bijzondere erkenning van een verzorgingsinstelling, met uitzondering van de erkenningen van de instellingen en diensten betreffende bejaarde personen op grond van artikel 5, 1, van de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging;
- d) over iedere aanvraag om erkenning van een groepering, een vereniging of fusie van ziekenhuizen;
- e) vóór iedere beslissing tot toelating van medische apparatuur;
- f) op verzoek van de Regering een advies uitbrengen over de subsidiëring van infrastructuur;
- g) op verzoek van de Regering een advies uitbrengen over de voorgestelde voorlopige erkenning of voorlopige bijzondere erkenning.

B. Samenstelling

Art. 54. § 1. De "Commission wallonne de la santé" bestaat uit vijftiengewone leden, onder wie een voorzitter en twee ondervoorzitters die allemaal deskundigen zijn in minstens één van de onderwerpen die door de commissie worden behandeld.

§ 2. *Ad hoc* werkgroepen kunnen binnen de "Commission wallonne de la santé" worden opgericht om het werk van deze commissie voor te bereiden met betrekking tot haar expertiseopdracht.

Het huishoudelijk reglement van de "Commission wallonne de la santé" omschrijft de opgerichte werkgroepen en hun werkwijze.

De "Commission wallonne de la santé" richt in elk geval een werkgroep "verzorgingsinstellingen" op.

Onderafdeling 3. — "Commission wallonne de la famille"

A. Opdrachten

Art. 55. De "Commission wallonne de la famille" heeft, wat betreft de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, II, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen :

1° een algemene opdracht die erin bestaat adviezen en/of verslagen aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" uit te brengen over de opdrachten van laatstgenoemde bedoeld in artikel 38, 1° tot 4°, om discussiepunten te leveren in het kader van de uitoefening van zijn opdrachten;

2° een expertiseopdracht die erin bestaat, in samenhang met de algemene oriëntaties omschreven door de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", een technisch advies uit te brengen aan de Regering over de aangelegenheden die zij bepaalt.

B. Samenstelling

Art. 56. De "Commission wallonne de la famille" bestaat uit vijftien gewone leden onder wie een voorzitter en twee ondervoorzitters die allemaal deskundigen zijn in minstens één van de onderwerpen die door de commissie worden behandeld.

Onderafdeling 4. — "Commission wallonne de l'action sociale"

A. Opdrachten

Art. 57. De "Commission wallonne de l'action sociale" heeft, wat betreft de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen :

1° een algemene opdracht die erin bestaat adviezen en/of verslagen aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" uit te brengen over de opdrachten van laatstgenoemde bedoeld in artikel 38, 1° tot 4°, om discussiepunten te leveren in het kader van de uitoefening van zijn opdrachten;

2° een expertiseopdracht die erin bestaat, in samenhang met de algemene oriëntaties omschreven door de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", een technisch advies uit te brengen aan de Regering over de aangelegenheden die zij bepaalt.

B. Samenstelling

Art. 58. De "Commission wallonne de l'action sociale" bestaat uit vijftien gewone leden onder wie een voorzitter en twee ondervoorzitters die allemaal deskundigen zijn in minstens één van de onderwerpen die door de commissie worden behandeld.

Onderafdeling 5. — "Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère"

A. Opdrachten

Art. 59. De "Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" heeft, wat betreft de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, II, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen :

1° een algemene opdracht die erin bestaat adviezen en/of verslagen aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" uit te brengen over de opdrachten van laatstgenoemde bedoeld in artikel 38, 1° tot 4°, om discussiepunten te leveren in het kader van de uitoefening van zijn opdrachten;

2° een expertiseopdracht die erin bestaat, in samenhang met de algemene oriëntaties omschreven door de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", een technisch advies uit te brengen aan de Regering over de aangelegenheden die zij bepaalt.

B. Samenstelling

Art. 60. De "Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" bestaat uit vijftien gewone leden onder wie een voorzitter en twee ondervoorzitters die allemaal deskundigen zijn in minstens één van de onderwerpen die door de commissie worden behandeld.

Onderafdeling 6. — *"Commission wallonne des personnes handicapées"*

A. Opdrachten

Art. 61. De "Commission wallonne des personnes handicapées" heeft, wat betreft de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, II, 4°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen :

1° een algemene opdracht die erin bestaat adviezen en/of verslagen aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" uit te brengen over de opdrachten van laatstgenoemde bedoeld in artikel 38, 1° tot 4°, om discussiepunten te leveren in het kader van de uitoefening van zijn opdrachten;

2° een expertiseopdracht die erin bestaat, in samenhang met de algemene oriëntaties omschreven door de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", een technisch advies uit te brengen aan de Regering over de aangelegenheden die zij bepaalt.

B. Samenstelling

Art. 62. De "Commission wallonne des personnes handicapées" bestaat uit vijftien gewone leden onder wie een voorzitter en twee ondervoorzitters die allemaal deskundigen zijn in minstens één van de onderwerpen die door de commissie worden behandeld.

Onderafdeling 7. — *"Commission wallonne des aînés"*

A. Opdrachten.

Art. 63. De "Commission wallonne des aînés" heeft, wat betreft de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, II, 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen :

1° een algemene opdracht die erin bestaat adviezen en/of verslagen aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" uit te brengen over de opdrachten van laatstgenoemde bedoeld in artikel 38, 1° tot 4°, om discussiepunten te leveren in het kader van de uitoefening van zijn opdrachten;

2° een expertiseopdracht die erin bestaat, in samenhang met de algemene oriëntaties omschreven door de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", een technisch advies uit te brengen aan de Regering over de aangelegenheden die zij bepaalt.

Onverminderd het vorige lid, gaat het hier eigenlijk om technisch advies uit te brengen over de toepassing van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de "Conseil wallon du troisième âge" (Waalse Raad voor de derde leeftijd), met betrekking tot :

1° het in artikel 4 van dit decreet bedoelde programma van de rustoorden, serviceflats, dagcentra en van de nieuwe infrastructuur ten gunste van de bejaarden en de aanpassing ervan;

2° de in artikel 4 van dit decreet bedoelde principiële akkoorden en de erkenningen van de instellingen en diensten betreffende bejaarde personen op grond van artikel 5, § 1, van de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging;

3° elke beslissing tot weigering, intrekking of schorsing van een erkenning, vóór deze beslissingen.

B. Samenstelling

Art. 64. De "Commission wallonne des aînés" bestaat uit vijftien gewone leden onder wie een voorzitter en twee ondervoorzitters die allemaal deskundigen zijn in minstens één van de onderwerpen die door de commissie worden behandeld.

Afdeling 4. — Beroepen en Adviescommissie voor de beroepen

Onderafdeling 1. — *Beroepen en opdrachten van de Adviescommissie voor de beroepen*

Art. 65. § 1. Onverminderd de wetgeving op de ziekenhuizen kan een beroep bij de Regering worden ingediend tegen een beslissing inzake sociale actie of gezondheid die genomen is en door de Regering of een andere bevoegde instantie formeel betekend is.

Het beroep is opschortend, behalve :

1° als de Regering beslist voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 5°, § 1, I, 1°, en II, 1° tot 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, om een instelling of een dienst dringend te sluiten als :

- een overtreding van de bij of krachtens dit decreet bepaalde regels de rechten, de veiligheid of de gezondheid van de bewoners ernstig in het gedrang brengt;

- dringende volksgezondheids- of veiligheidsredenen zulks rechtvaardigen;

2° als de beslissing wordt gerechtvaardigd door de toepassing van een programmatie.

§ 2. Er wordt een Adviescommissie voor de beroepen opgericht voor de vraagstukken inzake sociale actie en gezondheid.

De Adviescommissie voor de beroepen heeft als opdracht de Regering adviezen te verlenen wat betreft de beroepen bedoeld in § 1.

Onderafdeling 2. — *Samenstelling*

Art. 66. De Adviescommissie voor de beroepen bestaat uit zeven leden onder wie een voorzitter en een ondervoorzitter.

De Regering benoemt voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar en op basis van een oproep tot de kandidaten bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, de voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van de Adviescommissie voor de beroepen.

Art. 67. § 1. De voorzitter en de ondervoorzitter zijn houders van een diploma van licentiaat, master of doctor in de rechten en hebben een nuttige juridische ervaring van minstens vijf jaar.

§ 2. De andere leden en hun plaatsvervangers zijn bevoegd inzake sociale actie en gezondheid en hebben een nuttige ervaring van minstens vijf jaar wat betreft de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, I, 1°, en II, 1° tot 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§ 3. De regels vastgelegd in het decreet van 15 mei 2003 tot bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen binnen de adviesorganen voor de aangelegenheden waarin het Gewest de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap uitoefent, worden nageleefd als de Adviescommissie voor de beroepen wordt samengesteld.

Art. 68. De hoedanigheid van lid van de Adviescommissie voor de beroepen is onverenigbaar met :

1° de hoedanigheid van lid van de vaste commissies;

2° de hoedanigheid van personeelslid van de Administratie;

3° de hoedanigheid van personeelslid van een openbare instelling van het Waalse Gewest;

4° de hoedanigheid van voorzitter, lid van de raad van bestuur, beheerder of personeelslid van een federatie of een samenwerkingsverband voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 5°, § 1, I, 10, en II, 1° tot 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Onderafdeling 3. — *Werking*

Art. 69. § 1. Het beroep tegen een beslissing wordt binnen de maand van de kennisgeving van de omstreden beslissing aan het secretariaat van de Adviescommissie voor de beroepen gericht bij aangetekend schrijven of via elk ander middel waarbij de zending wordt bewezen.

Het beroep vermeldt :

1° de naam, voornaam, woonplaats of zetel van de aanvrager;

2° zijn voorwerp en een uiteenzetting van de feiten en verweermiddelen.

Het beroep wordt aangevuld met een afschrift van de omstreden beslissing.

Het secretariaat bevestigt ontvangst van het beroep en legt het voor samen met het administratief dossier aan de Adviescommissie voor de beroepen binnen vijftien dagen die volgen op de ontvangst.

§ 2. Zowel de bevoegde administratie of openbare instelling als de aanvrager worden opgeroepen om gehoord te worden tijdens de vergadering van de Adviescommissie voor de beroepen die het beroep zal onderzoeken.

De oproeping vermeldt de mogelijkheid om zich door een raadsman te laten bijstaan. De weigering te verschijnen of zijn verweermiddelen aan te voeren wordt in het proces-verbaal van verhoor geacteerd.

§ 3. De regering kan pas een beslissing nemen op het beroep na ontvangst van het advies van de Adviescommissie voor de beroepen tenzij de termijn waarbinnen het advies moest worden gegeven, is verstreken. In dit geval wordt aan de adviesvereiste binnen de voorgeschreven termijn voorbijgegaan.

De Adviescommissie voor de beroepen brengt haar gemotiveerd advies uit aan de bevoegde Administratie of openbare instelling.

Het gemotiveerd advies van de Adviescommissie voor de beroepen wordt ter kennis gebracht van de verzoekende partij binnen vijftien dagen na het uitbrengen van het advies.

De bevoegde Administratie of openbare instelling bezorgt de Regering een beslissingsvoorstel binnen dertig dagen na de overhandiging van het advies van de Adviescommissie voor de beroepen of, bij gebrek aan advies, binnen vijfenveertig dagen na het verstrijken van de termijn.

Art. 70. Enkel de voorzitter, de ondervoorzitter, de overige leden of hun plaatsvervangers zijn stemgerechtigd.

De commissie kan alleen geldig beraadslagen en stemmen als ten minste de voorzitter of de ondervoorzitter en drie leden, of hun plaatsvervangers, aanwezig zijn.

Bij de stemming worden onthoudingen niet in aanmerking genomen voor het bereiken van de vereiste meerderheid. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 71. De adviescommissie voor de beroepen kan, desgevallend, bij dringendheid, het advies van de vaste commissies vragen om haar te helpen haar eigen advies voor te bereiden.

Art. 72. De Adviescommissie voor de beroepen krijgt van de administratie of openbare instellingen alle informatie die ze meent nodig te hebben voor het uitbrengen van haar advies.

Art. 73. Naast de vergoedingen voor verplaatsingskosten bedoel in artikel 3, 1, 17°, bepaalt de Regering de aard en het bedrag van de bezoldigingen die aan de leden worden toegekend.

Afdeling 5. — Secretariaat

Art. 74. Het secretariaat van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", de Vaste commissies en de Adviescommissie voor de beroepen wordt door de diensten van de Regering waargenomen.

Afdeling 6. — Activiteitenverslag

Art. 75. § 1. Elke vaste commissie bezorgt de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" jaarlijks een activiteitenverslag op 30 april.

§ 2. Op grond van de verslagen bedoeld in 1 en de adviezen die hij heeft uitgebracht, bezorgt de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" gelijktijdig de Waalse Regering en het Parlement een globaal activiteitenverslag over de adviesverlenende functie betreffende de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, I, 1°, en II, 1° tot 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Het globaal activiteitenverslag wordt door de Regering aan de "Conseil économique et social de la Région wallonne" overgemaakt.

Afdeling 7. — Klachten

Art. 76. § 1. Elke belanghebbende kan aan de Regering, de Administratie, de openbare instelling of de burgemeester een klacht richten met betrekking tot de werking van een dienst of een instelling inzake sociale actie of gezondheid.

Elke klacht is het voorwerp van een bericht van ontvangst dat binnen de acht dagen wordt verstuurd.

§ 2. De burgemeester, Administratie of openbare instelling die een klacht ontvangen, brengen onverwijld de volgende instanties op de hoogte :

1° de Regering;

2° de dienst of instelling waarop die klacht betrekking heeft.

§ 3. Indien bemiddeling mogelijk is, kan de burgemeester als verzoenende partij optreden en aanbevelingen uiten die hem van die aard lijken dat ze een oplossing kunnen inhouden voor de werkingsmoeilijkheden.

§ 4. De burgemeester, de Administratie of de openbare instelling richten een verslag over de inlichtingen die ze hebben kunnen inwinnen aan de regering.

De betrokken dienst of instelling licht de burgemeester, de Administratie of de openbare instelling onverwijld in over het gevolg dat aan de klacht gegeven is.

De regering, de Administratie of de openbare instelling licht de klager en de dienst of instelling in over het gevolg dat aan de klacht gegeven is

§ 5. Jaarlijks, voor 30 april, maakt de Regering aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" de dossiers over betreffende de klachten van het vorige kalenderjaar volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

Afdeling 8 - Wijzigingsbepalingen van diverse decreten inzake sociale actie en gezondheid

Onderafdeling 1. — *Wijzigingsbepalingen inzake gezondheid*

§ 1. Decreet van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten.

Art. 77. Artikel 9 van het decreet van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten, wordt opgeheven.

Art. 78. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 10. De centra voor coördinatie die voldoen aan de bepalingen van dit decreet worden door de Regering erkend overeenkomstig de door de Regering vastgelegde modaliteiten.

De Regering kan de erkenning intrekken nadat het coördinatiecentrum werd gehoord of behoorlijk opgeroepen."

Art. 79. In artikel 11, derde lid, van hetzelfde decreet vervallen de woorden "op grond van het advies van de erkenningscommissie".

Art. 80. Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

§ 2. Decreet van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg

Art. 81. In artikel 31, derde lid, van het decreet van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, vervallen de woorden "na advies van de Gewestelijke raad van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg".

Art. 82. Hoofdstuk IX van het decreet van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, samengesteld uit de artikelen 33 tot 35, wordt opgeheven.

§ 3. Decreet van 13 juni 2002 betreffende de organisatie van de verzorgingsinstellingen.

Art. 83. § 3 van artikel 5 van het decreet van 13 juni 2002 betreffende de organisatie van de verzorgingsinstellingen, wordt opgeheven.

Art. 84. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 85. § 1. Hoofdstuk IV van hetzelfde decreet, samengesteld uit de artikelen 11 tot 21, wordt opgeheven.

§ 2. Een nieuw hoofdstuk IV, samengesteld uit de volgende bepaling, wordt ingevoegd in hetzelfde decreet :

"HOOFDSTUK IV. — *Deelname aan de "Conseil national des établissements de soins" (Nationale raad van de verzorgingsinstellingen).*

Art. 11. De Regering wijst onder de leden van de "Commission wallonne de la Santé ingesteld bij het decreet houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, de personen aan die deel zullen uitmaken van de "Conseil national des Etablissements hospitaliers."

§ 4. Decreet van 27 november 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen

Art. 86. Punt 9°, van artikel 2, van het decreet van 27 november 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen, wordt opgeheven.

Art. 87. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 8. § 1. De erkenning wordt voor hoogstens vijf jaar door de Regering toegekend. Ze is hernieuwbaar op verzoek van het zorgverleningsnetwerk inzake verslavingen.

Na ontvangst van de aanvraag om erkenning informeert de Regering de bevolking van bedoeld zorgverleningsgebied inzake verslavingen hoe dan ook dmv een bericht in het *Belgisch Staatsblad* en in twee dagbladen die in bedoeld gebied verspreid worden.

Een tijdelijke erkenning van één jaar kan afgegeven worden aan het netwerk dat de gezamenlijke opdrachten bedoeld in artikel 3, § 1, niet vervult. De tijdelijke erkenning kan één keer hernieuwd worden.

De erkenning en de tijdelijke erkenning kunnen opgeschort of ingetrokken worden wegens niet inachtneming van de voorwaarden opgelegd bij dit decreet of van de bepalingen vastgelegd krachtens dit decreet.

De opschorting en de intrekking worden doorgevoerd na verhoor van de verantwoordelijken van het netwerk.

De Regering bepaalt de procedure voor de toekenning, de hernieuwing, de opschorting of de intrekking van de erkenning en de tijdelijke erkenning."

Art. 88. Hoofdstuk VIII van hetzelfde decreet, samengesteld uit de artikelen 19 tot 21, wordt opgeheven.

§ 5. Decreet van 29 maart 1993 van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan geïntegreerde gezondheidsverenigingen.

Art. 89. In artikel 2 van het decreet van 29 maart 1993 van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan geïntegreerde gezondheidsverenigingen vervallen de woorden ", na inwinning van het met redenen omkleed advies van de erkenningscommissie bedoeld in artikel 3 van dit decreet,".

Art. 90. Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

§ 6. Decreet van 29 april 2004 betreffende de organisatie van het medisch-sanitair vervoer

Art. 91. Paragraaf 5, van artikel 3, van het decreet van 29 april 2004 betreffende de organisatie van het medisch-sanitair vervoer, wordt opgeheven.

Art. 92. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Onderafdeling 2. — *Wijzigingsbepalingen inzake het gezin*

§ 1. Decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten "Espaces-Rencontres" (Ontmoetingsruimten)

Art. 93. Punt 3° van artikel 2 van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten "Espaces-Rencontres" (Ontmoetingsruimten), wordt opgeheven.

Art. 94. In artikel 5, tweede lid van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten "Espaces-Rencontres" (Ontmoetingsruimten), vervallen de woorden "na advies van de Commissie".

Art. 95. Artikel 8 van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten "Espaces-Rencontres" (Ontmoetingsruimten), wordt vervangen als volgt :

"Art. 8. § 1. De Regering verleent de erkenning voor vijf jaar. De erkenning kan op verzoek van de dienst "Espaces-Rencontres" verlengd worden.

In het geval van een aanvraag om erkenning van een nieuwe dienst wordt de erkenning tijdelijk verleend voor de duur van één jaar. Na afloop van die termijn wordt de erkenning verlengd voor vier jaar, behoudens andersluidende beslissing van de overheid.

De erkenning kan opgeschort of ingetrokken worden wegens niet inachtneming van de bepalingen van dit decreet of van de krachtens dit decreet vastgelegde bepalingen.

De Regering bepaalt de procedures voor de toekenning, verlenging, opschorting en intrekking van de erkenning."

Art. 96. Hoofdstuk VII van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten "Espaces-Rencontres" (Ontmoetingsruimten), samengesteld uit de artikelen 16 tot 18, wordt opgeheven.

§ 2. Decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen.

Art. 97. In artikel 24, vierde lid, van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen, vervallen de woorden "alsook de wijze waarop een beroep ingesteld kan worden".

Art. 98. De federaties van de centra worden volgens de door de Regering vastgestelde regels erkend.

§ 3. Decreet van 6 december 2007 betreffende de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarde personen

Art. 99. De paragrafen 1 tot 7, van artikel 22, van het decreet van 6 december 2007 betreffende de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarde personen, worden opgeheven.

Art. 100. Artikel 5 van artikel 27 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 101. Artikel 43 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Onderafdeling 3. — *Wijzigingsbepalingen inzake sociale actie*

§ 1. Decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen

Art. 102. Punt 16° van artikel 2 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen, wordt opgeheven.

Art. 103. Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 13. § 1. De erkenning wordt verleend door de regering voor een termijn van maximum vier jaar.

De erkenning bepaalt de huisvestingscapaciteit van in sociale moeilijkheden verkerende personen in een opvangtehuis, een gemeenschapshuis, een nachtasiel en een opvangtehuis van het gezinstype.

De erkenning is hernieuwbaar op aanvraag van het opvangtehuis, het gemeenschapshuis, het nachtasiel of het opvangtehuis van het gezinstype.

§ 2. De erkenning kan opgeschort, beperkt of ingetrokken worden wegens niet-inachtneming van verschillende bepalingen van dit decreet of van de bepalingen genomen krachtens dit decreet.

De opschorting heeft als gevolg dat het verschaffen van een onderkomen aan nieuwe in sociale moeilijkheden verkerende personen verboden wordt. De beperking heeft tot gevolg dat de huisvestingscapaciteit verminderd wordt.

§ 3. De regering stelt de procedures vast voor de verlenging, de hernieuwing, de opschorting, de beperking en de intrekking van de erkenning."

Art. 104. Artikel 14 van hetzelfde decreet, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1 vervallen de woorden "na advies van de Commissie";

2° het tweede lid van § 3 vervalt;

3° het laatste lid van § 4 vervalt.

Art. 105. In artikel 15 van hetzelfde decreet vervallen de woorden "en na advies van de Commissie".

Art. 106. In artikel 17 van hetzelfde decreet vervallen de woorden "en na advies van de Commissie".

Art. 107. Artikel 36 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 108. Het vierde en het vijfde lid van § 1, van artikel 38, van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Art. 109. Hoofdstuk IX van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen, samengesteld uit de artikelen 40 tot 42, wordt opgeheven.

Art. 110. Artikel 46 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen, wordt opgeheven.

§ 2. Decreet van 17 juli 2003 betreffende de sociale insluiting

Art. 111. Artikel 9, tweede lid van het decreet van 17 juli 2003 betreffende de sociale insluiting, wordt opgeheven.

Art. 112. Het laatste lid van artikel 13 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 113. Hoofdstuk VIII van het decreet van 17 juli 2003 betreffende de sociale insluiting, samengesteld uit de artikelen 20 tot 22, wordt opgeheven.

Art. 114. Hoofdstuk IX van het decreet van 17 juli 2003 betreffende de sociale insluiting, samengesteld uit de artikelen 23 tot 26, wordt opgeheven.

§ 3. Decreet van 18 juli 2001 betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen

Art. 115. Punt 8°, van artikel 2, van het decreet van 18 juli 2001 betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen, wordt opgeheven.

Art. 116. Artikel 10 van het decreet van 18 juli 2001 betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen, wordt vervangen als volgt :

"Art. 10. De erkenning wordt door de Regering verleend voor een maximumtermijn van vijf jaar. De erkenning kan worden verlengd op aanvraag van het centrum voor forensisch welzijnswerk.

Indien de aanvraag de erkenning van een nieuw centrum betreft, wordt ze verleend voor een eenjarige proefperiode. Na afloop van die periode wordt de erkenning behalve andersluidende beslissing van de overheid met vier jaar verlengd.

De erkenning kan worden ingetrokken wegens niet-naleving van de bepalingen van dit decreet of van de bepalingen die krachtens dit decreet worden vastgesteld.

De Regering bepaalt de procedures voor de toekenning, verlenging en intrekking van de erkenning."

Art. 117. Hoofdstuk VI van het decreet van 18 juli 2001 betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen, samengesteld uit de artikelen 15 tot 17, wordt opgeheven.

Art. 118. Artikel 20 van het decreet van 18 juli 2001 betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen, wordt opgeheven.

§ 4. Decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling

Art. 119. Artikel 2, tweede lid, van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling, wordt opgeheven.

Onderafdeling 4. — *Wijzigingsbepalingen inzake de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst*

Art. 120. Het laatste lid van artikel 10 van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst, wordt opgeheven.

Art. 121. Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 122. Hoofdstuk VI van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst, zoals ingevoegd bij het programmadecreet van 18 december 2003, samengesteld uit de artikelen 18 tot 21, wordt opgeheven.

Onderafdeling 5. — *Wijzigingsbepalingen inzake gehandicapte personen*

Art. 123. Het tweede lid van artikel 30 van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, wordt opgeheven.

Art. 124. Titel III van hetzelfde decreet, wordt gewijzigd als volgt :

1° in het opschrift van Titel III worden de woorden "en Waalse adviesraad voor gehandicapte personen" geschrapt;

2° hoofdstuk II van Titel III, samengesteld uit de artikelen 65 tot 69, wordt opgeheven.

Art. 125. Paragraaf 1, van artikel 6, van het decreet van 23 november 2006 betreffende de toegankelijkheid van de voor het publiek bestemde inrichtingen en installaties voor gehandicapte personen met een geleidehond, wordt opgeheven.

Onderafdeling 6. — *Wijzigingsbepalingen inzake de derde leeftijd*

§ 1. Decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de "Conseil wallon du troisième âge" (Waalse Raad voor de derde leeftijd)

Art. 126. In het opschrift en in artikel 2, 2°, vierde lid, *b*), van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de "Conseil wallon du troisième âge" (Waalse Raad voor de derde leeftijd) vervallen de woorden "en houdende oprichting van de "Conseil wallon du troisième âge".

Art. 127. Paragraaf 2, laatste lid, van artikel 4 van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2003, wordt opgeheven.

Art. 128. Lid 6, van artikel 6, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 6 februari 2003, wordt opgeheven.

Art. 129. Het tweede lid, van artikel 13*bis*, van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2003, wordt opgeheven.

Art. 130. Artikel 19 van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2003, wordt opgeheven.

Art. 131. Het vierde en het vijfde lid van § 1 van artikel 22 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 6 februari 2003, worden opgeheven.

Art. 132. Hoofdstuk VI van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 6 februari 2003, samengesteld uit de artikelen 24 tot 28, wordt opgeheven.

§ 2. Decreet van 3 juli 2008 betreffende de bestrijding van de mishandeling van bejaarde personen

Art. 133. Punt 3°, van artikel 2, van het decreet van 3 juli 2008 betreffende de bestrijding van de mishandeling van bejaarde personen, wordt opgeheven.

Art. 134. Het vierde en het vijfde lid van artikel 6 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Art. 135. In artikel 8 van hetzelfde decreet wordt het woord "Raad" vervangen door de woorden "Commission wallonne du troisième âge ingesteld bij het decreet houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet".

Art. 136. Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 137. De Regering bepaalt voor elke advies-, erkennings- of daarmee gelijkgestelde instellingen bedoeld in dit decreet de data van inwerkingtreding van de artikelen van dit decreet.

De artikelen die betrekking hebben op elke advies-, erkennings- of daarmee gelijkgestelde instelling bedoeld in dit decreet treden in werking uiterlijk op de datum van de integrale hernieuwing van de mandaten van de leden van die instellingen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 november 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke-Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waals Parlement, 821 (2007-2008). Nrs. 1 tot 23bis.

Volledig verslag, openbare vergadering van 5 november 2008.

Bespreking - Stemmingen.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4559

[2008/204573]

6 NOVEMBRE 2008. — **Décret relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, en ce compris la discrimination, entre les femmes et les hommes en matière d'économie, d'emploi et de formation professionnelle** (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions introductives*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en partie, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Le présent décret concourt à la transposition de :

1^o la Directive 76/207/CEE du Conseil des Communautés européennes du 9 février 1976 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail, telle qu'elle a été modifiée par la Directive 2002/73/CE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 23 septembre 2002 modifiant la directive du Conseil relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail;

2^o la Directive 2000/43/CE du Conseil de l'Union européenne du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

3^o la Directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

4^o la Directive 2004/113/CE du Conseil de l'Union européenne du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

5^o la Directive 2006/54/CE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail (refonte).

Art. 3. Le présent décret vise à créer, dans les matières visées à l'article 5, un cadre général pour lutter contre :

1^o la discrimination directe ou indirecte fondée sur la nationalité, une prétendue race, la couleur de peau, l'ascendance, l'origine nationale ou ethnique, l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, la conviction religieuse ou philosophique, la conviction politique, la langue, l'état de santé actuel ou futur, un handicap, une caractéristique physique ou génétique ou l'origine sociale;

2^o la discrimination basée sur le sexe et les critères apparentés que sont la grossesse, l'accouchement et la maternité, ou encore le transsexualisme et le changement de sexe.